

Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

Cahiers d'éducation à la transformation sociale



Pour l'université alternative en République Démocratique du Congo

Féconder l'émergence des nouveaux universitaires congolais

Kä Mana

Bustani ya Mabadiliko

Janvier 2015

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIÉTÉ dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Bustani ya Mabadiliko

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Aloys Tegera
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction : Aloys Tegera
Jean-Pierre Kabirigi
Onesphore Sematumba
Godefroid Kâ Mana

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250)788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2015.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Publiés par le Groupe de recherche Bustani ya mabadiliko (Jardin du changement), dans le cadre des programmes de transformation sociale animés par l'Institut interculturel dans la région des Grands Lacs (Pole Institute), les Cahiers d'éducation à la transformation sociale présentent les expériences et les initiatives de terrain que les membres du Bustani conduisent dans les diverses régions de la République Démocratique du Congo ainsi que les réflexions qu'ils déploient sur les exigences de construire une nouvelle société africaine aujourd'hui. Outils d'animation et ferment d'une recherche consacrée à la conscientisation, à la mobilisation des énergies collectives ainsi qu'au renforcement des capacités et à la défragmentation des acteurs significatifs qui proposent des solutions concrètes aux problèmes concrets des populations, ils sont l'expression de la créativité d'un Congo qui gagne et croit en l'avenir. Une fiche pédagogique clôt chaque cahier pour donner des indications pour d'animation des groupes.

Le présent livre d'entretiens ausculte la situation actuelle de l'enseignement universitaire en RDC pour mettre en pleine lumière ses pathologies et proposer des orientations de base dont le Congo et le continent africain tout entier ont besoin aujourd'hui et demain.

Le logo du Bustani ya Mabadiliko représente le volcan de la recherche sous le ciel serein de la créativité.

A Gastelle Mbouwe Kwemo,

Pour qu'elle comprenne les enjeux de l'université dans l'Afrique
d'aujourd'hui.

Pour sortir l'université congolaise de sa crise actuelle, il est nécessaire de faire plus qu'un travail de réforme institutionnelle ou de redressement pédagogique : il faut en repenser les fondements philosophiques et la dynamique du Sens.

Sommaire

Première partie

Pour une révolution de l'université congolaise dans la crise actuelle de l'enseignement supérieur en Afrique.....7

Deuxième partie

Pour une université congolaise de l'innovation et de la transformation sociale.....43

Première partie

**Pour une révolution de l'université congolaise dans la
crise actuelle de l'enseignement supérieur en Afrique**

Professeur Kă Mana, un grand débat agite les esprits en RDC aujourd'hui sur la place de l'université dans la société. Comment vous situez-vous dans ce débat et quelle est votre approche du problème ?

Dans la crise générale des universités africaines et dans l'effondrement de l'université congolaise en particulier, je m'efforce de formuler une approche philosophique du problème, de situer la question à l'échelle de la pensée avant de faire des propositions au plan matériel, au plan pédagogique et au plan didactique. Une telle approche a pour ambition de s'interroger sur ce que la philosophie peut apporter de spécifique dans le débat : une approche qui vise le sens de l'université, une quête de ce qu'il y a de profond et d'essentiel pour la société dans les problèmes que l'université pose à l'Afrique et une compréhension serrée des valeurs que l'institution universitaire doit porter et répandre dans l'imaginaire des générations montantes. Selon cette perspective, je suis convaincu qu'il y a urgence de penser la nouvelle université congolaise et de l'organiser de manière féconde et crédible, dans son esprit même, dans ses ambitions comme dans ses utopies.

Vous proposez la création de lieux alternatifs de science, de savoirs et de connaissances. Que reprochez-vous aux espaces universitaires actuellement existants ?

Je lui reproche en premier lieu de fabriquer comme idéaltype un homme nuisible à l'Afrique : l'homme servile, futile, inconsistant et insignifiant. Un homme sans substance profonde, ni à l'échelle intellectuelle, ni à l'échelle éthique, ni à l'échelle spirituelle, globalement parlant.

C'est-à-dire ?

Cela signifie que l'université donne à la société des hommes et des femmes qui ne répondent pas à la mission que l'on attend d'elle : la recherche, l'innovation, la créativité, la diffusion des connaissances, la puissance des utopies et l'éducation à la transformation sociale. Beaucoup de penseurs d'Afrique savent et disent cela. Ils ont un regard très critique sur l'université africaine actuelle, selon la perspective que j'indique. Dans le débat qui a cours en RDC, par exemple,

l'abbé Richard Mugaruka, de l'Université Catholique du Congo, fait le même diagnostic que moi quand il parle de l'université congolaise comme d'une université d'extraversion et d'aliénation, faite pour résoudre les problèmes des autres et non ceux du Congo. Quand on forme un homme incapable de résoudre ses propres problèmes et les problèmes de son pays ou de son continent, on fabrique un imbécile au sens philosophique, éthique et spirituel du terme : un être qui n'utilise pas sa matière grise de manière féconde, qui ne fonde pas son existence sur des valeurs créatrices d'un être-ensemble convivial et heureux, qui n'a aucun sens des intérêts vitaux et des réalités transcendantes en mesure d'élever l'humanité au-dessus des contingences superficielles et vaines. Par manque de cette visée de la profondeur, de l'essentiel, de l'important, un tel homme nage dans le futile, à la surface de lui-même, hors de toute volonté de trouver des vraies solutions à ses problèmes et aux problèmes de son milieu. Il attend alors les solutions d'ailleurs : du ciel ou de l'étranger, style Banque Mondiale, FMI ou Communauté internationale, dans une posture de servilité volontaire dont on voit les désastres chez les élites dirigeantes et dans la classe intellectuelle. C'est au sein de l'université actuelle que l'on forme cette structure de personnalité. La crise et l'effondrement d'une telle université devraient être accueillis comme une bonne nouvelle, un merveilleux *kairos* pour inventer la nouvelle université congolaise, dont les orientations générales devraient être de résoudre les problèmes du Congo. Cette idée vaut pour toute l'Afrique. Il faut inventer la nouvelle université africaine, ici et maintenant, en vue de résoudre les problèmes de l'Afrique.

C'est évident.

Un autre reproche à l'égard de l'université actuelle, c'est la ruine éthique et la décomposition spirituelle que l'on observe dans la corruption qui gangrène les milieux universitaires, en même temps que l'étrange présence des religiosités délirantes en milieux étudiants. Plus globalement encore, on doit reprocher à l'université son formatage néocolonial des esprits et son conformisme nuisible et incompétent au projet néolibéral qui est vraiment une malédiction pour nos pays. La nouvelle université congolaise et la nouvelle université africaine devraient maintenant être idéologiquement en rupture avec

ces pathologies, pour le renouveau de l'intelligence africaine, de l'éthique africaine et de la spiritualité africaine.

Vous ne faites pas allusion au manque d'énergie politique des universités. Une énergie qui irait au-delà des casses et des destructions des infrastructures. Dans le temps, on était panafricaniste, lumumbiste, socialiste, communiste et l'université était un lieu d'exubérance et d'agitation politiques. Aujourd'hui, on a l'impression que la puissance politique des universités a baissé énormément. Que s'est-il passé ?

Au Congo comme dans d'autres pays africains, l'université est passée par deux phases et il convient aujourd'hui de prendre un nouveau cap, de viser un grand tournant de rupture et de renouveau. En RDC, la première expérience de l'université était celle d'un contexte colonial, d'une perspective dominée par ce contexte. Il s'agissait de former des personnes efficaces dans le cadre du projet belge au Congo : tenir administrativement l'espace économique et sociopolitique congolais, disposer d'une élite suffisamment formatée par ce projet colonial pour en être la garantie de réussite. Même si, au-delà de cela, l'Eglise catholique et certaines Eglises protestantes avaient une vision libératrice enracinée dans l'Évangile et voyaient beaucoup plus loin que l'État belge, c'est l'esprit de « la situation coloniale » qui a été dominant. Un homme a incarné cette perspective : Monseigneur Gillon, avec tous les moyens financiers que ses relations dans l'État belge et dans la communauté ecclésiale mondiale permettaient de mobiliser. Cette université n'a pas eu le temps d'atteindre vraiment ses objectifs. Quand le Congo accède à l'indépendance six ans après la création de l'Université Lovanium, le monde entier sait que la nouvelle entité indépendante n'a pas de véritable élite universitaire pour la conduire. La nouvelle phase commence alors, avec l'université du Congo autonome, dans un cadre qui deviendra vite le carcan dictatorial mobutiste, qui veut réduire l'intelligentsia universitaire au silence, à la soumission et à l'esprit de caniche, afin de la mettre au service du parti unique et du militantisme politique. Les jeunes universitaires qui ont voulu s'opposer à ce projet ont été massacrés ou enrôlés dans l'armée, pour un conditionnement psychologique et un lavage de cerveau dignes d'une dictature féroce et implacable. Les séquelles de cette orientation despotique se font sentir

jusqu'à présent. Un homme a incarné et incarne encore cette université néocoloniale sous la dictature contre laquelle il n'a jamais publiquement manifesté son opposition ou sa désapprobation : Mgr Tshibangu Tshishiku. Qu'il soit toujours à la tête de hautes instances universitaires aujourd'hui est tout un symbole. On n'est pas sorti de l'auberge. Ce que je viens de dire concerne l'histoire de l'université congolaise. Mais il y a une autre ligne d'explication : les malheurs et les souffrances du Congo ont brisé l'énergie politique de l'université congolaise. On sait que pour asservir un peuple, il faut l'appauvrir. Pour faire taire les universitaires congolais, il faut les loger à cette enseigne. En plus, la RDC est devenue un pays de jouissance, avec des mentalités de jouissance, moulées par des musiques de jouissance et des danses de jouissance. Les universitaires se sont laissé formater par l'esclavage du ventre et du bas-ventre, au détriment de la science, de la recherche et de l'engagement politique. Il faut aussi rompre avec ces pathologies pour faire naître la nouvelle université congolaise. Je dois ajouter que la situation n'est pas la même partout en Afrique : des universités comme celles d'Afrique du Nord (Tunisie, Maroc), celles du Sénégal (Dakar et Saint-Louis), celles du Rwanda (Kigali, Butare) et celles d'Afrique du Sud (Capetown et Johannesburg), se battent pour accéder au standard mondial. Le problème au Congo, c'est que nous ne sommes pas dans cette dynamique-là.

Vous reprochez donc à l'université congolaise son manque d'ambition mondiale et d'énergie d'organisation ?

Exactement. On travaille dans nos universités avec des moyens de bord, dans le désengagement effarant de l'Etat, un Etat dont on dit tellement de mal dans les milieux universitaires que je me demande même s'il ne faut pas penser la refondation de l'université en partant de l'hypothèse qu'un Etat défaillant ne peut pas être l'agent du renouveau universitaire. Beaucoup d'universités confessionnelles comptent sur les bailleurs de fonds extérieurs, dans un esprit d'impuissance endogène qui pose problème. Les universités privées laïques sont devenues des entreprises qui saignent à mort les parents, dans un pays dont l'indice de satisfaction des populations sur leurs conditions de vie est parmi les plus faibles du monde. Dans l'interview de M. Kabongo Malu sur la crise de l'université congolaise,

j'ai été catastrophé par les chiffres qu'il donne sur la couverture du pays en eau potable, en électricité et en nombres de repas pris chaque jour par les Congolaises et les Congolais aujourd'hui. C'est extrêmement inquiétant, tellement les chiffres sont bas par rapport aux standards mondiaux du développement humain. En même temps, dans le livre de Daba Misamu qui parle des faiblesses fatales de la RDC, j'ai lu des chiffres extrêmement élevés sur le potentiel énergétique, forestier, agricole et halieutique de notre pays. Un potentiel qui n'est pas du tout utilisé à sa hauteur pour le développement. Face à des tels chiffres, on voit que c'est le pays lui-même qui est un problème pour l'université et que c'est l'université qui est aussi un problème pour le pays. Si la formation universitaire ne conduit pas à résoudre un tel problème, si le pays dans sa politique globale ne se dote pas d'universitaires capables de le résoudre, notre université est une coquille vide, malgré le nombre ahurissant de nos institutions universitaires dont le professeur Tshiyembe Mwayila a dit qu'elles sont pathologiquement pléthoriques, sous-équipées, désorganisées et impuissantes. Tshiyembe Mwayila a eu même une phrase terrible, concernant certaines de nos facultés de médecine. Elles forment, dit-il, « *une armée de tueurs* ». Vous avez bien entendu ? « *Une armée de tueurs* ». Et cela au vu et au su des pouvoirs publics, des parents d'élèves et des étudiants eux-mêmes. Ne sommes-nous pas devant un cas, catastrophiquement cruel, d'un peuple qui s'autodétruit, qui creuse sa propre tombe dans une irresponsabilité partagée ?

Je vous sens pessimiste. Croyez-vous vraiment au renouveau de l'université congolaise ?

Dans son livre sur *Les fonctions politiques de l'Ecole au Cameroun*, l'ambassadeur de ce pays au Congo-Brazzaville a une analyse que je trouve magnifique, parce qu'elle me pousse moi-même à refuser tout pessimisme, tout fatalisme, tout défaitisme. Il dit ceci : « *malgré l'orientation coloniale et néocoloniale de l'école africaine, c'est-à-dire de l'ensemble du système scolaire et universitaire, cette école a été frappée d'une ambivalence fondamentale : c'est dans l'élite formatée selon son esprit qu'ont jaillies tout de même des personnalités qui l'ont contestée, qui ont retourné contre elle le développement de leurs intelligences et qui ont lancé, dans une fureur irrésistible, les*

idées de liberté, d'indépendance, de justice, d'égalité de chances et de construction de l'Afrique nouvelle ». Il se passe la même chose en RDC aujourd'hui. Dans le débat sur l'université, ce sont les produits mêmes de cette université qui remettent son système de fonctionnement en cause et qui rêvent d'une autre université congolaise.

C'est dire qu'il y a eu tout de même quelque chose de bon et de positif dans l'université que vous critiquez. Peut-on savoir quoi exactement ?

Je ne suis pas sûr d'être le produit typique de l'université congolaise telle que je la critique en ce moment. Ma formation, je l'ai foncièrement reçue dans le système d'éducation supérieure catholique, au moment où les facultés de philosophie et de théologie sont exclues par Mobutu de l'UNAZA, l'Université Nationale du Zaïre. En plus, j'avais eu la chance d'avoir commencé mon initiation universitaire dans un véritable Eden de l'intelligence : L'institut Saint Pierre Canisius, dans une ambiance intellectuelle, éthique et spirituelle des professeurs jésuites d'une impressionnante intelligence, d'une extraordinaire solidité éthique et d'une forte spiritualité, une ambiance inspirée et irriguée par les exercices spirituels d'Ignace de Loyola. En une année dans cet Eden, j'avais des bases que la faculté catholique de philosophie m'a aidé énormément à développer. Mon itinéraire dans les universités européennes a été d'un apport mineur par rapport à ce que j'avais reçu au pays. Ce que je tire de cette expérience, c'est qu'il était possible d'avoir des institutions de formation de qualité dans un chaos comme celui de l'espace social mobutiste. Aujourd'hui, dans un même contexte de crise globale, il faut intensifier la création des écoles parallèles, des dynamiques alternatives de formation dans les marges de l'Etat, et faire que ces marges, grâce à certaines confessions religieuses particulièrement conscientes des enjeux, ou aux nouvelles forces sociales du changement, donnent un nouveau souffle à la créativité intellectuelle, éthique et spirituelle de l'université congolaise.

Mais de l'université publique sont sortis aussi des grands savants. Comment justifiez-vous cela ?

Je l'explique par le sens de la responsabilité individuelle et par la rage de vaincre le chaos. Je l'explique également par l'ambition d'avoir une place au soleil de la société et de ne pas se laisser faire dans un contexte de crise. Il faut comprendre par là que le rôle personnel de l'étudiant est capital dans un tel contexte de crise. J'ai eu dans ma vie la chance de rencontrer le Père René Beeckmans, Directeur de la revue Zaïre-Afrique au moment où je faisais mes études universitaires. Il m'avait dit une phrase qui a guidé tout mon itinéraire universitaire. Il a dit : « *Considère que ce que tes professeurs t'apprennent ne constitue que 10% de ce que tu dois savoir, le plus important, cherche-le toi-même : 90%.* » Je n'ai jamais oublié cela et je ne l'oublierai jamais. J'imagine que les savants dont vous parlez ont été des princes de l'auto-formation. Maintenant, regardons le problème que pose l'abbé Richard Mugaruka : pourquoi nos universitaires, qui sont performants sous le beau ciel de l'Occident, deviennent-ils incompetents et incapables pour résoudre les problèmes de notre pays. Richard Mugaruka répond : « *C'est le signe que ses universitaires ont été formés selon un formatage spécial, pour résoudre les problèmes d'ailleurs, mais non nos problèmes.* ». C'est une partie seulement de la réponse. Il faut ajouter aussitôt : C'est parce que notre pays ne constitue pas un milieu porteur pour la science et la recherche que nos universitaires y sont inféconds. Or, « *sans milieu porteur, comme le dit René Passet, l'invention la plus géniale ne devient pas innovation.* » Un milieu ne devient scientifiquement porteur que lorsqu'il existe une politique globale du développement de la pensée, de la recherche et de la vraie production, consciente et organisée, des savoirs. Il faut aussi des conditions minimales du bien-être, des structures minimales de travail. Le Congo n'offre pas cela. Il faut espérer que les universités confessionnelles et privées laïques mettront de plus en plus ces préoccupations dans leurs efforts d'invention de la nouvelle université congolaise et que les universités d'Etat suivront la dynamique, même si, dans l'ensemble, les problèmes de fond à résoudre demeurent les mêmes partout.

Devons-nous comprendre que vous mettez plus d'espérance dans le confessionnel et le laïc que dans l'Etat congolais ?

Avec beaucoup de bémols. A force d'entendre que l'Etat congolais n'existe pas, que le pays est sous tutelle, qu'il est entre les forces

prédatrices et mafieuses et qu'il peut implorer à un moment ou à un autre, il est difficile, face aux urgences universitaires, de compter sur un Etat-Néant, un Etat-Vide, un Etat-Lupanar, un Etat-Gangster, un Etat criminel. Toutes ces expressions ne sont pas les miennes, elles viennent du vocabulaire des universitaires congolais qui savent de quoi ils parlent : Yoka Lye Mudaba, Auguste Mampuya, Daba Misamu et Kabongo Malu, en l'occurrence.

Vous devriez pourtant en conclure que la construction de l'Etat est la priorité des priorités, non ?

C'est la logique même. Mais il s'agit d'une logique d'engagement politique qui concerne tout le peuple congolais. L'université peut former la conscience politique et les acteurs politiques de qualité. Elle ne se substitue pas aux hommes politiques dans l'efficacité de leurs ambitions et de leurs batailles pour construire l'Etat.

Il y a tout de même des fonctions politiques des universités ?

Bien sûr. Bien sûr. Ces fonctions sont manifestes. Notamment : la production des idéologies cohérentes et fécondes qui peuvent servir à la construction de l'Etat ; la formation de la conscience critique et l'incitation à des révoltes constructrices, non-violentes ; l'éducation des cadres scientifiques, économiques, politiques, religieuses et civiles pour la vie de la nation ; l'élaborations des mythes porteurs d'espérance pour booster l'imaginaire populaire ; l'ouverture des esprits sur les réalités du monde et la capacité de conseiller les dirigeants sur la base d'une analyse concrète et utile de ce qui est vraiment la réalité vécue ; la puissance de projection dans l'avenir pour la construction d'un autre monde possible. Ce sont là des fonctions politiques de première importance pour nos universités.

Avez-vous le sentiment que tout cela s'accomplit en RDC et en Afrique ?

Si cela s'accomplissait, il n'y aurait pas le débat sur l'université en RDC aujourd'hui. Il n'y aurait pas tous ces livres sur l'université et sur l'école en Afrique, toujours aussi critiques les uns que les autres. Dans le regard qu'il porte sur la situation de l'université congolaise, le professeur Tshiyembe Mwayila pense à des réformes structurelles à

faire et il encourage même le ministre de l'éducation à se lancer dans cette direction. Mais, le problème est-il actuellement un problème de réformes, dans la maîtrise des systèmes comme celui appelé LMD (Licence, Master, Doctorat) ? J'ai vu que Richard Mugaruka parle de ce système comme du verbiage, du blabla, pour le Congo. J'imagine qu'il pense comme moi que lorsqu'une crise est une crise de profondeur, les réformes sont insuffisantes. Il faut une révolution de l'université congolaise et de l'université africaine, une vraie révolution à l'intérieur de laquelle les réformes pourraient prendre sens. Une refondation du sens de l'université. Une réorganisation de sa vision pédagogique et didactique sur la base de ce qui est vraiment essentiel. Une mise en perspective de ses utopies créatrices vers des questions ultimes de l'existence. C'est la tâche d'une approche philosophique de l'université de dégager cet horizon-là.

**Pouvez-vous développer les grandes lignes de cette approche ?
Commençons par les principes fondateurs d'une nouvelle université africaine. Quels sont-ils à vos yeux ?**

Je dois dire avant tout quelque chose de très global, qui est comme le cadre même à l'intérieur duquel la mission de l'université doit être pensée. C'est Gérard W. Johnson qui exprime fermement cette réalité. Il dit : *« Si l'Université n'apprend pas à un homme à concevoir sa propre pensée et à dire ce qu'il pense, elle ne lui apprend rien de première importance. Il peut amasser n'importe quelle quantité de savoir livresque ; il peut parler 17 langues, y compris l'étrusque. Mais s'il quitte l'Université sans acquérir la capacité de concevoir une opinion sur la manière dont le monde évolue et le courage de soutenir cette opinion contre vents et marées, il reste un ignoramus. »* Je trouve cette idée capitale pour la formation des universitaires africains. Il faut que j'ajoute tout de suite une autre idée, qui a été exprimée par P. Yachemtchouk dans son livre *L'Université Lovanium et sa Faculté de théologie, L'action éducative de l'Université Catholique de Louvain en Afrique Centrale*. Ce livre a été publié à Chastres, par le Bureau d'études en relations internationales, en 1983. L'auteur y écrit : *« Lorsque la fantasmagorie idéologique et la magie du verbe supplantent les exigences académiques les plus élémentaires, lorsqu'une institution vouée par sa définition à la recherche de la vérité et rien que la vérité, devient l'enjeu d'actions et intérêts, le jeu est faussé et il n'y*

a pas plus d'université. Il n'en reste que la façade et un vide sonore. Beaucoup de mots, beaucoup de réformes. » Toujours dans le registre de pensées utiles, j'ai en esprit la déclaration du génial homme d'affaires et ingénieur japonais Doto, qui a formulé une idée très féconde qui pourrait devenir un programme pour l'université. Il a dit, au sujet du Japon : *« Nous n'avons aucune ressource naturelle, aucune puissance militaire. Nous n'avons qu'une seule ressource : la capacité d'invention de nos cerveaux. Elle est sans limites. Il faut la déployer. Il faut éduquer, entraîner, équiper. Cette puissance cérébrale, par la force des choses, deviendra dans un avenir proche le bien commun le plus précieux, le plus créateur de l'humanité entière. »* Ne faut-il pas dire que le développement de la capacité d'invention des cerveaux africains est le but même de la formation et de l'éducation universitaires en Afrique ? On doit le dire. Je ne peux pas ne pas ajouter ici ce que m'a dit un jour mon compatriote aujourd'hui disparu, Tongo Lakik Mikobi, connu dans le monde scientifique sous le nom d'Aubin Deckeyser. Il m'avait dit : *« L'université, ce n'est pas le gavage des cerveaux avec des connaissances purement théoriques, c'est la construction des personnalités capables de vivre les valeurs humaines fondamentales et de changer le monde. »* J'entendais par valeurs fondamentales dont il parlait : les valeurs intellectuelles, les valeurs éthiques, les valeurs d'intelligence spirituelle. Toutes ces citations montrent comment l'université est un certain type d'esprit, une certaine volonté de recherche face aux problèmes, une capacité de connaissance théorique et pratique et un certain rapport aux valeurs. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la construction de la nouvelle université congolaise, de la nouvelle université africaine.

Vous définissez là les principes, mais comment est-il possible de les mettre en pratique ?

La première grande dimension de la réponse à cette question a été donnée par un homme qui a une connaissance très profonde de l'université congolaise dont il maîtrise le fonctionnement colonial et néocolonial et dont il a aussi animé les marges comme la dynamique universitaire catholique déployée hors de l'université nationale congolaise sous Mobutu, l'UNAZA. Cet homme, c'est le Chanoine Maurice Plevoets. Au soir de sa vie, à 83 ans, cet homme a donné au Congo un testament éducatif à l'occasion de son discours prononcé lors

de la cérémonie du Doctorat *Honoris Causa* que lui a octroyé l'Université de Kinshasa. Il y présente six principes qui caractérisent la pédagogie universitaire au sens le plus pratique. Ces principes donnent à cette pédagogie une puissance et un éclat pour toute société qui veut construire son avenir sur des bases sûres. Quand il formule ces principes, le Chanoine Plevoets ne regarde pas vers le passé. Il voit l'université congolaise de l'avenir. Je vous répète tout simplement ces principes parce qu'ils sont, à mon sens, fondamentaux. Les voici :

- *L'étudiant au centre* : il s'agit d'un esprit qui comprend que tout doit être orienté à l'université de telle manière que la personnalité de l'étudiant soit « ciselée » avec tout le soin nécessaire par les professeurs dont le travail n'a aucun sens sans la centralité de l'étudiant. Mgr Plevoets écrit à ce propos : « *le but de l'université est de faire acquérir à l'étudiant des connaissances, des principes, des aptitudes, des techniques, des habilités, des comportements, des attitudes, des habitudes. Les professeurs sont là pour le guider, l'aider, l'accompagner. Le plus important n'est pas ce que le professeur enseigne, mais ce que l'étudiant apprend. Ce que l'étudiant devient.* »

- *Une pédagogie de développement*. Ici, il s'agit de ne jamais perdre conscience d'un fait : l'université doit former « des cadres qui soit utiles à la société ». Des hommes et des femmes capables de répondre aux problèmes, aux défis, aux interrogations d'un peuple en quête du développement plénier. Pour cela, il est impératif que les enseignants fassent voir clairement quels sont les besoins du pays et comment y répondre par des compétences précises à acquérir. Au fond, il faut une vision globale de la société et de ses attentes pour construire un esprit de développement, de progrès social et d'épanouissement intégral qui donne sens à la formation de haut niveau.

- *Le souci de la qualité*. Mgr Plevoets écrit à ce propos : « *Une éducation ne peut être de qualité que si elle produit un changement chez l'étudiant. L'enseignement individualisé n'est pas un privilège pour les pays nantis, mais une nécessité absolue, si nous voulons avoir des diplômés bien préparés aux tâches concrètes qu'ils sont appelés à accomplir* ». Le souci ici est de construire un type d'être dont la compétence soit la qualité de fond, à partir de l'encadrement rigoureux et de l'attention que l'enseignant accorde à chacun des étudiants afin

que celui-ci puisse travailler de toutes ses forces et acquérir des capacités d'action qui fassent de lui un citoyen responsable et créatif.

- *Une pédagogie de réussite.* C'est une « pédagogie de promotion » et non « une pédagogie de sélection ». Cela veut dire que la tâche est d'amener chaque étudiant à « développer au mieux ses possibilités », de le conduire « aussi loin que possible sur le chemin du savoir, du savoir-faire, du savoir-être ». On enrichit ainsi la personnalité au plan intellectuel et au plan moral, sans s'en tenir au simple souci d'avoir un diplôme.

- *Une culture du « travail ».* Il convient d'entendre ici que l'espace universitaire est un lieu de dépassement de soi par l'effort que l'on fournit pour maîtriser ce que l'on apprend, comprendre les enjeux des matières enseignées et s'engager à consacrer tout le temps nécessaire aux études. Chez les professeurs comme chez les étudiants, la culture de travail est exigée pour que l'université soit à la hauteur des exigences de la connaissance et de l'éthique de vie. Sans travail, sans effort, l'espace universitaire perd tout son sens et toute sa signification comme lieu de formation, d'éducation et d'élévation de l'esprit par le savoir.

- *La gestion académique.* Mgr Plevoets désigne ici l'exigence de doter l'université de tout ce dont elle a besoin pour vivre et fonctionner de manière optimale. « *Une vraie université se distingue par sa bonne gouvernance. Elle doit fonctionner comme une société modèle. Etant une école de formation, l'université a ses objectifs propres, ses stratégies, son organisation, ses besoins particuliers. Son financement devra être proportionné à ses objectifs et ses stratégies.* »

Quand j'ai lu le discours du Chanoine Plevoets dans la revue Congo-Afrique, j'ai compris qu'il y avait dans les six impératifs qu'il proposait des prolégomènes indispensables à toute université future, pour parodier Kant.

Vous avez dit qu'il s'agit-là d'une première dimension. Quelle est la deuxième ?

Il est bon de savoir que le propre de l'université par rapport à ces impératifs est la construction d'outils concrets que le pédagogue camerounais Eugène Fonssi définit ainsi :

- *Les outils d'observation* : concevoir des protocoles logiques et mettre sur pied des instruments objectifs de saisie des réalités sociales, politiques, économiques et culturelles à comprendre, à analyser, à clarifier et à changer, s'il le faut.
- *Les outils d'encadrement* : élaborer des mécanismes à travers lesquels les acteurs de l'université peuvent intégrer de la manière la plus fructueuse leur vision du profil de personnalité dans la société sans que cette vision soit un moule implacable ni une prison idéologico-conceptuelle.
- *Les outils d'analyse* : fournir aux acteurs à former les modèles théoriques d'interprétation valide des réalités sociales et éducatives dans leur complexité, dans leur évolution et dans leurs mutations.
- *Les outils d'organisation* : structurer les espaces de formation de telle manière qu'ils permettent l'efflorescence des principes et leur réussite en termes de débats, de dialogues, d'inter-fécondation et d'enrichissement permanents.
- *Les outils d'enseignement* : forger des supports participatifs et des méthodes d'activation de la créativité pour la transmission et la construction concrète des savoirs.
- *Les outils de recherche* : faire germer des énergies pour affronter les problèmes selon une méthodologie précise et les résoudre grâce à l'inventivité permanente en vue de la transformation sociale.
- *Les outils d'évaluation* : veiller à faire progresser les apprenants et les enseignants universitaires grâce à une grille d'approche du développement des connaissances que l'on a et des pratiques que l'on en infère.
- *Les outils d'innovation* : proposer des moyens de savoir à quel moment on passe de la logique du bloc des connaissances déjà constitué à la logique des ruptures en vue de proposer quelque chose de nouveau.

Nous sommes là à un niveau de recherche sur ce que l'université doit faire et sur quel type de personnalité humaine elle doit former. Mais selon quelles orientations globales ce travail devrait-il se faire ?

Il y a une double dimension dans votre question. La première concerne ce contre quoi une telle université devrait vigoureusement s'inscrire en faux. La réponse est claire du point de vue idéologique.

La nouvelle université africaine devra s'inscrire en faux contre l'extraversion et l'aliénation sous toutes leurs formes. J'insiste sur l'expression « sous toutes leurs formes ». Cela signifie, du point de vue positif, qu'elle devra être l'université pour l'afro-centrisme et la renaissance africaine, dans toutes les exigences fondamentales que cela comporte. J'insiste aussi sur l'expression « dans toutes les exigences fondamentales que cela comporte ». Ce qui me frappe dans pratiquement toutes les universités africaines que je connais, c'est l'absence de l'Afrique comme fondement, comme contenu et comme perspective de connaissances. Il n'est pas possible que des universitaires africains résolvent les problèmes de l'Afrique si celle-ci est soit absente du cursus de formation, soit réduite à une portion dérisoire dans l'enseignement.

Cette situation n'est-elle pas due au fait que la bataille du développement de l'Afrique exige plus la maîtrise des savoirs modernes que le recours à des connaissances traditionnelles ?

Je ne sais pas d'où jaillit cette idée de la rupture entre le passé, ses héritages et sa tradition d'une part, et d'autre part les urgences du présent et la puissance de la créativité de l'intelligence du monde actuelle. N'est-il pas dans la vocation de tout système éducatif d'inscrire l'homme dans la conscience historique pour inventer l'avenir. Même les grandes révolutions, les grandes ruptures de visions du monde s'inscrivent toujours dans une continuité fondamentale sans laquelle le nouveau ne serait pas nouveau. J'ai en tête l'exemple historique de la société occidentale qui domine le monde. J'y vois trois révolutions : la révolution monastique qui impose une rigueur spirituelle qui a construit la conscience de la transcendance créatrice ; la révolution de la modernité philosophique qui donne des bases à la civilisation contemporaine et la civilisation technoscientifique et informatico-numérique dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Toutes ses révolutions empêchent-elles que le monde d'aujourd'hui se réfère toujours à Athènes, Rome et Jérusalem comme matrice de civilisation ? Le vrai problème, c'est plutôt quand on coupe notre monde de ses matrices intellectuelles, éthiques et spirituelles. Là est le vrai problème de l'Occident actuel et on voudrait en imposer les schèmes en Afrique, comme si l'Afrique n'avait

pas sa propre conscience historique où les traditions de l'Occident s'inscrivent aujourd'hui dans l'imaginaire de chaque Africain.

Il y a tout de même des archaïsmes qui meurent ?

Quand je parle ici d'Afrique, je ne parle pas prioritairement des savoirs dits traditionnels que personne ne connaît profondément. Il faudrait d'ailleurs aujourd'hui chercher à les redécouvrir, les réinventer et les redynamiser. Je parle de l'Afrique comme capacité de productions de connaissances nouvelles pour répondre aux problèmes actuels de l'Afrique, mais sur la base d'une conscience historique propre dans les domaines scientifique, éthique et spirituel, face aux questions qui sont les nôtres aujourd'hui. Je parle du continent africain comme potentiel et force d'invention des sciences pour notre temps. Et pour l'avenir. Sans oublier d'où nous venons comme culture, peuple et civilisation. Tout donne l'impression que nos universités sont des universités perroquets, des universités pour la répétition des programmes d'enseignement venu des centres néocoloniaux de connaissances et des grands universitaires occidentaux dont nous sommes fiers de reprendre pompeusement les théories, dans le simple plaisir d'étaler nos savoirs livresques. Le problème est que, même dans la connaissance des savoirs de l'Occident, nous sommes plus dans le registre de la théâtralisation insolente que dans la vraie maîtrise des problèmes. La vraie maîtrise conduit à utiliser les savoirs des autres selon les impératifs de solution des problèmes internes. La théâtralisation, c'est de l'exhibitionnisme, la fanfaronnade, sans impact sur la réalité. Avec des titres « ogresques » comme Docteurs, Maîtres, Professeurs, faits pour impressionner et non pour changer nos pays. Il nous faut moins de théâtre et plus de consistance dans les savoirs et les connaissances ainsi que dans les pratiques de transformation sociale, grâce à une appropriation féconde de ce qui vient d'ailleurs et nous enrichit.

Voulez-vous dire que l'université afro-centrique, orientée vers la renaissance africaine, ne doit pas être une université fermée sur elle-même et sur l'Afrique ?

Vous posez là une question qui me permet de définir un autre principe fondateur de la nouvelle université africaine : celui de

l'altermondialisation différenciée, diversifiée. Il faut entendre par là la capacité africaine à sortir du tropisme de l'Occident en matière des savoirs pour se tourner vers de nouveaux champs comme la Chine, le Japon, l'Inde, les pays émergents comme le Brésil et d'autres contrées qui ne nous intéressent pas encore dans nos recherches africaines. Même avec l'Occident, nos rapports ne nous permettent pas d'en faire une étude scientifique, systématique et créatrice à partir de laquelle ses savoirs peuvent nous devenir vraiment utiles, loin de toute logique du théâtre. Aujourd'hui il nous faut plus qu'une telle occidentologie. Il nous faut une sinologie, une niponologie, une indologie, une dragonologie comme étude scientifique des pays émergents que l'on qualifie de dragons. Elargir le champ de nos connaissances et les horizons de tout ce que nous pouvons connaître est une dynamique à libérer pour que nous puissions contribuer à l'émergence d'une altermondialisation fondée sur une vraie connaissance du monde dans la diversité de ses civilisations et de ses cultures. Une telle perspective pourra conduire l'Afrique à un nouveau choix de civilisation et à un nouveau projet de société que le continent pourrait développer au service du monde actuel.

Ne trouvez-vous pas que le programme que vous proposez est trop vaste pour être réalisable ?

Je ne crois pas qu'il en soit ainsi. Ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est d'inventer une nouvelle université au Congo et en Afrique. Un tel travail d'invention exige que des programmes concrets soient imaginés, structurés et enseignés selon des orientations précises. Une fois que les principes sont clairs, l'élaboration des programmes devrait aussi suivre avec la même clarté. C'est une question de volonté. Les Etats Généraux de l'université peuvent confier ce travail à des experts capables de donner un corps concret au souffle de principes.

Jusqu'ici, nous nous sommes adressés à l'universitaire que vous êtes. Mais nous savons aussi que vous êtes un homme d'Eglise qui suit attentivement l'évolution des problèmes spirituelles dans la société. Dieu a-t-il une place dans les campus ?

Vous posez sans doute la question de la profusion des sectes et nouveaux mouvements religieux sur les campus en Afrique. Je suis in-

quiet par ce mouvement parce que je le considère comme un processus d'imbécillisation collective de la jeunesse universitaire. Quand le délire remplace la raison ; quand on convainc la jeunesse que les solutions à leurs problèmes doivent tomber du ciel ; quand on promet une prospérité facile, sans travail, rien que par la prière ; quand on exploite sans honte la naïveté d'une jeunesse désorientée, ce n'est pas de Dieu qu'il s'agit. Il s'agit d'une escroquerie à large échelle. Face à cette escroquerie, il convient de promouvoir une spiritualité où foi et raison se conjuguent, s'épousent et créent des personnalités capables de changer leur société grâce à une vision féconde de Dieu, comme souffle de transformation sociale. Il faut des aumôneries universitaires qui travaillent selon l'esprit de l'université et qui refusent la crétinisation des esprits telle qu'elle se déploie dans les nouvelles pseudo-spiritualités.

Dans le débat sur la crise de l'université au Congo, on voit que des voix se lèvent pour pousser les étudiants, les parents et les professeurs à la révolte. N'y a-t-il pas risque que cela soit perçu comme un acte de subversion et puisse être écrasé par les forces de l'ordre, au nom de la sécurité publique ?

Si je comprends bien ce qui se passe, on ne demande pas une révolution violente contre les structures de l'Etat. On demande ce que les chercheurs de Pole Institute à Goma appelle la révolte constructrice : une dynamique non-violente de critique et d'engagement pour que chaque personne et chaque structure sociale assume ses responsabilités. Ce qu'on veut, c'est une société de responsabilité, depuis les plus hautes sphères du pouvoir politique jusqu'au petit peuple dans ses luttes quotidiennes. Même si l'Etat donne l'impression de défaillance et d'impuissance, la révolte constructrice sur l'université devrait être une chiquenaude pour qu'il se réveille.

Comment faire entendre un tel discours à l'Etat congolais ?

En lançant les nouveaux Etats Généraux de l'Université, selon la tendance qui se dégage maintenant et qui va dans le bon sens. Je vois ces Etats Généraux comme un moment d'une nouvelle prise de conscience des Congolaises et des Congolais sur leurs responsabilités éducatives à l'échelle de la formation supérieure. Je les vois aussi

comme un grand moment de critique par rapport aux pathologies de l'université et une occasion de libérer l'imagination créatrice collective dans de nouvelles utopies de grandeur et de splendeur pour un pays aussi prometteur que la RDC.

Mais qui va prendre l'initiative de convoquer ces Etats Généraux ?

L'idée est maintenant lancée et elle se discute dans les débats publics. La meilleure manière de procéder est qu'une équipe d'universitaires décide d'interpeller les pouvoirs publics. Si ceux-ci ne réagissent pas, les autres forces sociales, politiques et économiques pourraient être intéressées. Mais je doute qu'un ministre de l'éducation, qu'un ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique puisse laisser passer une telle occasion de marquer l'histoire de la République. Le chef de l'Etat lui-même, face à toutes les critiques sur les pathologies de l'Etat congolais, ne pourrait pas ne pas s'investir personnellement dans une telle mobilisation des intelligences congolaises. Il y a à parier que les pouvoirs publics seront de la partie et l'invention de la nouvelle université congolaise aura lieu.

Un mot de la fin, professeur Kä Mana ?

Nous sommes à un tournant décisif de l'université congolaise et de l'université africaine : la construction de l'université de la renaissance africaine et de l'altermondialisation. Il faut réussir ce tournant. C'est notre devoir à tous et à toutes.

Deuxième partie

**Pour une université congolaise de l'innovation et de la
transformation sociale**

Perspectives pour l'Afrique

Professeur Kä Mana, dans notre premier entretien, vous avez proposé une révolution de l'université congolaise et de l'enseignement supérieur en Afrique. Vous affirmiez que cette révolution universitaire est le cadre à l'intérieur duquel il convient que les experts inscrivent toutes les réformes envisageables aux plans stratégique, technique et opérationnel. Nous entreprenons de vous interroger aujourd'hui sur ce que vous entendez exactement par « révolution universitaire », sur son contenu et sur ses horizons. De quoi s'agit-il, exactement ?

Il s'agit de penser, d'organiser, de vivre et de développer l'université congolaise en tant qu'elle doit être effectivement congolaise. Et il s'agit de l'inscrire globalement dans un horizon planétaire qui l'impose comme une université pour notre temps, avec tout ce que cela exige comme principes, comme valeurs et comme stratégies d'enseignement, d'apprentissage, d'éducation et d'initiation à l'esprit universitaire. Cette révolution-là, nous ne l'avons pas encore faite depuis notre indépendance en RDC. Il est indispensable de la penser, de la lancer et de la pratiquer maintenant.

Plus précisément ?

Plus précisément, j'entends par révolution universitaire au Congo un changement radical de cap, d'orientation et de vision, en même temps qu'une nouvelle direction à donner aux programmes ainsi qu'aux méthodes d'enseignement, d'apprentissage, d'éducation et d'initiation à la recherche. Ce sont des bouleversements qui devront secouer l'espace universitaire, en ébranler les fondements pour espérer construire l'avenir de la science, de l'éducation et de la recherche, substance même de l'université, sous le signe de l'afrocentrisme et de l'altermondialisation, contre les pathologies actuelles d'un système éducatif dont tout le monde constate qu'il est un système d'extraversion, d'aliénation et de conformisme à un ordre du monde où le Congo a de la peine à sortir la tête de l'eau.

Il faudra dire plus clairement encore comment on amorce un tel tournant irréversible par rapport à tous les maux liés à l'extraversion et à l'aliénation de notre système universitaire. Qu'y a-t-il lieu de faire exactement ?

Il faut comprendre avant tout qu'une société a l'université qu'elle se donne. Elle a l'université qu'elle mérite, car la création d'une université répond aux exigences d'affronter les problèmes que la société veut consciemment résoudre, à partir d'une certaine vision que l'élite dirigeante a du destin qu'elle veut construire pour la nation, sur la base de l'adhésion visible des populations à cette vision. Quand je cherche à voir quelle est la vision du Congo au nom de laquelle l'université congolaise fonctionne, travaille et est appelée à se développer, je suis au regret de voir que ni l'élite politique, ni l'élite intellectuelle, ni l'élite sociale, ni l'élite culturelle, ni même l'élite économique ne développent une grande vision à partir de laquelle la nouvelle université congolaise pourrait se déployer. Je veux dire que l'université en tant que lieu de construction du destin de la nation congolaise ne semble pas être une véritable priorité pour le pays. Elle va au gré des vagues : sans boussole ni instruments concrets de navigation, sans moyens d'orienter ses dynamiques de fond face aux problèmes de la société congolaise. Elle prend l'eau de partout et tangue comme un bateau ivre. Vous comprenez que nous avons besoin d'un travail de production d'idées fondamentales sur ce que doit être la dynamique universitaire nationale : une conception d'ensemble autour de laquelle les forces vives du pays se rassembleraient pour penser l'éducation des générations montantes au plus haut niveau. A mon sens, ce travail est un travail d'urgence. Il y a vraiment urgence. Un tel travail permettrait de mettre en lumière les réflexions qui ont déjà été menées dans le passé, de les confronter aux préoccupations d'aujourd'hui et de pouvoir imaginer l'avenir sous de nouveaux auspices, dans la lumière de nouveaux augures.

A quoi pensez-vous exactement quand vous parlez du travail qui a été déjà fait concernant l'université congolaise ?

Je pense à nos erreurs passées et à nos réflexions sur ces erreurs au Congo depuis l'indépendance. Je pense principalement à la manière dont nous avons imaginé, structuré et organisé l'université, dans un cadre de pensée qui ne convenait pas aux problèmes du pays et qui nous a fait faire fausse route. Si dès l'indépendance, nous avions compris que l'université congolaise devait être une université congolaise avec un horizon fertilement planétaire, nous aurions pensé autrement ses structures, ses programmes et ses ambitions.

Que voulez-vous dire ?

Trois exemples éclaireront ce que je veux dire. Je les prends dans l'évolution même de l'université au Congo. Un : quand la première structure universitaire de notre pays prend le nom de Lovanium et que nous héritons de ce nom à notre accession à l'indépendance, si nous avons brisé le cadre extraverti et aliénant de notre situation pour penser notre université comme une université congolaise avec son propre horizon mondial, nous aurions compris que le nom de Lovanium nous mettait dans un certain rapport avec la grande université de Louvain en Belgique et nous aurions travaillé à maîtriser pour nous-mêmes la solidité universitaire belge, à dépasser cette solidité dans une plus grande solidité spécifiquement congolaise et à créer une grande université mondiale au cœur de l'Afrique. Au lieu de cela, nous sommes restés enfermés dans un cadre néocolonial qui produisait de « petits louvaniards » qui singeaient l'enseignement belge sans jamais ambitionner de le dépasser, de l'inculturer, comme on dirait aujourd'hui, dans une appropriation créatrice et inventive. Lovanium est resté un « petit esprit Louvain », une petite copie pâle sous les Tropiques, incapable d'imiter correctement la force même de Louvain dans la production de la science, des savoirs, des connaissances, ainsi que dans l'éthique universitaire. C'est pour cela que l'horizon rêvé par les étudiants en ces temps-là était d'aller poursuivre les études à Louvain, de ramener les prestigieux diplômes de là-bas et de se pavaner comme professeurs dans les amphithéâtres avec des savoirs d'emprunt, en bombant les torses et en gonflant les cerveaux devant les jeunes éblouis. Ceux des étudiants qui restaient au pays souffraient d'un profond complexe d'infériorité parce qu'ils savaient que leurs diplômes délivrés sur place n'avaient pas la même valeur que les diplômes de Louvain. Cela signifie que, du point de vue strictement scientifique, nous n'avons pas pu faire de Lovanium une vraie université de Louvain chez nous, ni du point de vue scientifique, ni du point de vue idéologique, ni du point de vue organisationnel, avec la volonté de viser plus loin, de creuser plus profond et d'inventer plus grand. Nos regards sont demeurés tournés vers la Belgique comme modèle indépassable. Nous sommes restés des enfants éternellement fascinés par la métropole, dans notre vision de l'université. Imaginons un seul instant que notre vision ait été congolocentrique et afrocentrique dans un horizon planétaire, nous aurions

digéré l'esprit de la solidité de Louvain en nous-mêmes, nous aurions mieux fait que Louvain et nous serions devenus un grand centre de production des sciences, des savoirs et des connaissances au service du monde. Plus de cinquante ans après notre indépendance, nous n'arrivons même pas à la cheville de Louvain. Vous comprenez par cet exemple que notre problème a été dès le départ de ne pas avoir développé un esprit de compétition scientifique dans un cadre qui nous aurait permis d'avoir une grande université congolaise au cœur de l'Afrique. Certes un grand travail avait été fait et Lovanium avait eu un certain rayonnement en Afrique, mais l'ambition n'a pas été à la hauteur des enjeux historiques, comme si les fruits ne pouvaient jamais dépasser la promesse des fleurs. C'est cette insuffisance que je dénonce aujourd'hui, même si, d'un point de vue strictement historique, Lovanium était déjà une première étape intéressante, dont nous devons maintenant amplifier les échos, élargir les sillons, approfondir les meilleures intuitions et promouvoir les atouts les plus fertiles, ceux d'une certaine solidité que le système universitaire belge représente encore dans le monde d'aujourd'hui, à certains égards.

Je crois comprendre et j'aurais voulu que nous le creusions un peu plus. Mais j'aimerais maintenant vous demander de parler des autres exemples que vous avez en vue. Quels sont ces exemples ?

Deux : je veux parler de l'expérience universitaire qui vient après l'expérience de Lovanium. Il s'agit de la création de l'université de l'authenticité congolaise : l'UNAZA. Cette Université Nationale du Zaïre a été pensée positivement comme une rupture radicale avec l'esprit Lovanium, l'esprit d'une université d'emprunt. L'ambition était d'avoir une université qui ne soit pas une université d'emprunt, avec ses programmes d'emprunt, avec une philosophie d'emprunt, avec une orientation d'emprunt, pour reprendre le vocabulaire d'antan. Quelle magnifique et louable ambition, en fait ! Si elle avait été pensée dans un cadre vraiment congocentrique et afrocentrique, avec un horizon d'accomplissement planétaire, nous aurions réussi quelque chose de fabuleux dans le monde au Zaïre. Quelque chose de fantastique. Nous aurions pensé par nous-mêmes nos priorités et nos problèmes. Nous aurions innové dans les modes d'enseignement et de production d'idées. Nous serions devenus un centre mondial de production de nouveaux savoirs et de grandes innovations. Nous au-

rions offert au monde notre modèle universitaire et on aurait pu voir nos universitaires non seulement maîtriser les savoirs des autres, comme les meilleures d'entre les élites congolaises ont su le faire, mais devenir de créateurs de nouvelles énergies scientifiques. Au lieu de cela, nous avons créé l'université de la militance politique, c'est-à-dire de l'imbécillité scientifique. Pourquoi ? Parce que notre authenticité était un mauvais afrocentrisme, une farce grotesque : une célébration de notre propre nombril dans un vaste vide de la recherche et de la créativité universitaires, ou presque. Nous n'avions aucun horizon mondial, sauf celui, pour nos riches, d'envoyer leurs enfants dans les meilleurs écoles d'Europe et d'Amérique, sans aucune ambition de créer sur notre propre sol des écoles du même type, et plus grandes encore dans leurs splendeurs. La culture de la militance politique a tué la culture universitaire et la crise qui s'est abattue sur le pays n'a pas trouvé des cerveaux formés pour la juguler. Le pays n'ayant pas de cerveaux pour affronter une telle crise, il s'est confié aux institutions internationales dont toutes les thérapies ont été vaincues, non pas seulement par leur propre insignifiance, mais par notre propre infécondité mentale, intellectuelle et scientifique. Le Congo est exsangue dans sa crise, faute d'intelligence pour gérer cette crise. Ce manque d'intelligence a un nom : le mobutisme comme culture. Un mauvais aiguillage de priorités, qui nous a enivrés de militantisme là où il aurait fallu développer l'intelligence grâce à une dynamique universitaire féconde. Vous comprenez pourquoi il est important d'imaginer de nouveaux aiguillages et de fixer de nouveaux caps, si le pays veut être un grand pays et une nation tournés vers un horizon mondial. A ce niveau aussi, je n'aimerais pas donné l'impression que tout fut noir. L'université de l'authenticité a pu créer une conscience de la fierté congolaise et une forte volonté, chez les universitaires congolais, de construire l'avenir du pays sur la base de fortes ambitions scientifiques et sociopolitiques. Si la gestion économique du pays avait été à la hauteur des ambitions les plus profondes de l'authenticité, nous aurions construit une université congolaise de première grandeur. Mais nous n'eûmes pas des politiques et des gestionnaires qu'il aurait fallu avoir. Nous n'eûmes que Mobutu et son système de pacotille. Il faut aujourd'hui redécouvrir au moins l'énergie de l'authenticité de profondeur qui fut un temps la grande vibration créatrice de l'intelligence nationale, creuser de nouveaux

sillons pour cette intelligence et dynamiser les lames de fond de ce que nous avons voulu construire de grand au Congo en ces temps-là.

Je comprends l'importance que vous accordez au cadre dans lequel on pense les problèmes. On pourrait creuser plus en profondeur encore, mais j'aimerais que vous parliez de votre troisième exemple. Pouvez-vous y venir maintenant ?

Trois : je vais porter un regard lucide sur l'université congolaise et ses expériences actuelles d'explosion démographique. Pour caractériser cette expérience, je voudrais emprunter une expression à V.Y. Mudimbe et parler de l'expérience d'explosion démographique des universités au Congo comme d'une expérience d'universités « en folie ». Si cette expression ne vous parle pas suffisamment, je vais en emprunter une autre à un autre universitaire congolais, Guillaume Bilolo Mubabinge. On pourrait parler tout simplement d'universités « chanvrières ». Quand Mudimbe parle de la « folie » en mettant bien le mot entre guillemets, il parle d'une expérience de perte de repères, de perte de principes structurants qui donnent cohérence, consistance et sens à ce qui est dit et fait. Lorsque Bilolo Mubabinge parle de réalité « chanvrière », en mettant aussi l'épithète entre guillemets, il parle des attitudes mentales des hommes qui vivraient constamment sous l'effet du chanvre ou de la cocaïne et qui agiraient dans tout ce qu'ils font comme si le chanvre, la cocaïne, était non seulement le principe moteur de leurs actes, mais leur être même. Il y a dans ce qui se passe dans l'explosion démographique des universités au Congo quelque chose de « fou » au sens mudimbéen ou de « chanvrier » au sens biloloéen. Je veux dire que nous vivons dans un espace où, ayant poussé comme des champignons et explosant orageusement dans un désordre indicible, les universités ont perdu la substance et la signification de ce que l'être universitaire représente dans une société. Rigoureusement parlant, nous avons plus des anti-universités que des universités. Ici, il n'y a ni cadre de pensée solide, ni idéologie vraiment structurante, ni vérité humaine signifiante pour guider l'action, ni rien du tout qui relève de l'ordre de la pensée créatrice et organisatrice. La Bible appelle cela « chaos ». Le mot a dans mon esprit un sens, mais positif : celui d'une réalité à partir de laquelle on peut créer de l'ordre. Une sorte de commencement qui a besoin d'une parole créatrice et organisatrice d'où pourrait émerger

un Eden, une vérité fondatrice d'un nouvel ordre du monde. Cette parole a un nom : l'afrocentrisme créateur. Il a aussi un autre nom : l'altermondialisation organisatrice. La chance de l'université congolaise, c'est d'être justement devenue un « chaos », une « folie » « chanvrière » à partir de laquelle quelque chose d'autre est possible. Tout dépend maintenant de la qualité de notre cadre créateur et organisateur, de notre nouvelle parole fondatrice. Vous voyez : si l'on considère la réalité de ce point de vue, l'expérience du négatif universitaire actuel est un merveilleux *kairos* pour le Congo dans son intelligence.

Si vous parlez ainsi, cela voudrait-il dire que le pays n'a pas eu jusqu'ici une parole fondatrice pour sortir l'université congolaise du chaos ? Vous ne considérez pas toutes les réformes qui ont été faites depuis l'indépendance jusqu'ici comme une parole fondatrice, comme une pratique susceptible d'être reprise dans un nouvel acte fondateur ?

Nous avons eu un moment qui aurait pu, qui aurait dû être une parole fondatrice, un acte fondateur : c'est le travail de la Conférence Nationale Souveraine sur l'université. Il ne s'agissait d'ailleurs pas de fonder une nouvelle université congolaise. Il s'agissait de refonder le Congo, dans un acte de révolution mentale et politique dans lequel l'université s'inscrirait comme mouvement, comme nouvelle dynamique, comme libération de possibilités intellectuelles nouvelles, d'énergies scientifiques inattendues, de potentialités socioculturelles de première importance. La Conférence Nationale Souveraine a voulu une rupture avec l'université de la fausse authenticité, avec l'université du mimétisme, de l'extraversion, de l'aliénation et de l'infériorisation du Congo. Malheureusement, on attendait une révolution surgie de l'intérieur, c'est l'invasion du pays par des forces extérieures qui vint. Un cataclysme d'où a jailli ce que j'appelle l'université « en folie », l'université « chanvrière » qui domine l'espace social, intellectuel et culturel congolais maintenant. Ce que je propose, c'est la reprise de ce que l'on pourrait appeler, avec Célestin Dimandja Eluy'a Kondo, « *le geste et le concept* » fondateurs nouveaux pour une nouvelle vision de l'université congolaise, à la manière de la Conférence Souveraine, mais de manière réussie cette fois, sans les effets de catastrophe dont le pays a souffert hier et

souffre encore actuellement. A part ce moment de refondation radicale que fut la Conférence Nationale Souveraine, pathétique échec congolais, je ne vois pas dans notre histoire un autre moment d'une même intensité de lumière, d'une même explosion de possibilités nouvelles. Tout ce qui se fait n'a été que des replâtrages sans consistance. Je dois vous lire ici une réflexion d'Ivan Illich qui constitue pour moi un beau miroir pour voir ce que les formes de nos réformes universitaires en RDC ont été depuis des années. Illich écrit qu'il faut prendre la « *direction inverse de celle prise par l'école d'aujourd'hui. En effet, il ne suffit pas de vouloir modifier l'attitude des maîtres face aux élèves, ni d'avoir recours à un matériel pédagogique électronique ou non, sans cesse encombrant, ni encore de vouloir étendre la responsabilité du pédagogue jusqu'à permettre d'envahir la vie privée de ses « disciples ».* Ces efforts-là ne sauraient conduire à l'éducation universelle. A la recherche qui ne vise en fait à découvrir que de nouvelles méthodes de « gavage », il faut opposer une autre recherche qui entreprenne de concevoir de véritables « réseaux de communications » à dessein éducatif, par lesquels seront accrues les chances de chacun de faire de chaque moment de son existence une occasion de s'instruire, de partager, de s'entraider. » C'est un nouveau modèle d'université qui est ici proposé, à mon sens. Chez nous, au lieu de penser un tel modèle, de tels réseaux et d'imaginer de nouvelles voies, on multiplie des universités sans liens entre elles, on propose de programmes superficiellement travaillés, on joue avec des concepts importés et des incantations stériles, avec des ministres qui veulent des réformes, des réformes et toujours des réformes sans s'interroger sur le sens des problèmes que ces réformes résolvent ni se doter de vrais moyens pour que ces réformes réussissent.

Si je vous comprends bien, il faut un changement radical de cadre de perception des problèmes de l'université congolaise pour mieux résoudre ces problèmes. En même temps il faut une grande idéologie fondatrice capable de donner sens aux réformes. Et il faut les moyens pour que ces réformes réussissent. Est-ce bien cela ?

Oui, si vous précisez qu'il faut une révolution fondatrice et non une idéologie fondatrice. On peut aussi parler de nouvelle volonté créatrice et de nouvelles attitudes organisatrices.

La volonté de qui, les attitudes de qui ?

De tous ceux et toutes celles qui veulent aujourd'hui une nouvelle université congolaise. Tous ceux qui se sentent, comme dirait Jan Patocka, ébranlés au plus profond de leur être par la catastrophe actuelle de l'université congolaise.

Vous pensez qu'on peut vraiment réinventer la roue en matière de création universitaire ?

La roue a déjà été inventée, tout le monde le sait. Mais tout le monde sait aussi que depuis la roue l'esprit humain a fait des bonds qui doivent nous conduire à explorer l'univers au-delà de notre système solaire. En matière d'université, il ne s'agit pas de réinventer la roue, mais d'explorer de nouveaux univers et de construire de nouveaux modèles d'action. Nous le pouvons au Congo, à partir de notre chaos actuel.

Vous croyez vraiment à la fécondité créatrice du chaos ?

Je crois au pouvoir de l'esprit humain d'organiser la vie en chassant le chaos et en aménageant pour la vie un espace d'intelligence et le bonheur.

C'est un processus divin, démiurgique ?

Je suis croyant et les textes saints disent, concernant les êtres humains : « je dis : vous êtes des dieux. » Il y a dans l'humanité, il y a dans l'être humain un pouvoir créateur d'ordre divin, d'ordre démiurgique.

J'ai des difficultés à vous suivre. Vous pensez vraiment ce que vous dites ?

J'imagine que vous aussi vous êtes croyant.

Bien sûr.

Alors vous devez savoir que croire c'est aller au-delà des limites humaines, quand certaines situations l'exigent. L'université congolaise est dans cette situation-limite aujourd'hui. D'ailleurs, les marges de manœuvres dont nous disposons sont telles qu'il est possible de

changer l'université congolaise sans chercher des possibilités extraordinaires de notre être. Les possibilités existantes suffisent.

Lesquelles ?

Je vais prendre ici quatre réalités fondamentales et les décortiquer pour vous faire mieux comprendre ma pensée. La première réalité est ce que les penseurs de l'école psychanalytique de Jung appellent *la « régrédience »*. Michel Mafesolli définit cela comme « *une marche ne se faisant pas en sens unique mais empruntant les multiples chemins qui sont ceux de l'humaine nature* ». Si j'évoque ce concept ici, c'est pour indiquer que l'université est une dynamique de l'humaine condition et que le Congo est appelé à connaître les possibilités de cette dynamique en étudiant, dans tout le champ mondial, les expériences qui peuvent l'aider à construire sa propre réalité, sa propre personnalité en fonction de ses problèmes. Marcher pour connaître les voies multiples de la réalité universitaire dans le monde et en exploiter le suc selon des sens divers, multiples, efflorescents, explosifs, c'est la sagesse de la régrédience. Je la considère comme indispensable à la construction de la nouvelle université congolaise. Vous comprenez bien : il s'agit d'une marche, d'une quête, d'une conquête, qui devront être au cœur de l'enseignement, de l'apprentissage, de l'éducation et de l'initiation à la recherche scientifique. La deuxième réalité qui mérite notre attention, c'est celle que tout le monde appelle maintenant, à la suite de Boris Cyrulnik, la résilience. C'est aussi une marche, une démarche intérieure, pour ainsi dire : la mobilisation des forces de dépassements de soi pour vaincre les cataclysmes psychiques, les effondrements moraux, les détresses intérieures et mêmes les catastrophes collectives. Toutes ces énergies du négatif qu'il faut affronter et vaincre par la résilience, nous les connaissons au Congo avec nos misères endémiques, nos politiques erratiques, nos désespérances chroniques et « *l'effondrement total des bases de notre société* », pour parler comme Etienne Tshisekedi. Dans un tel contexte, l'université a du sens comme lieu de résilience, d'éducation à la résilience, ou elle n'est rien du tout. Son devoir, c'est de construire des mentalités de résilience, de forger des personnalités de résilience, de créer l'esprit de résilience à travers la production et l'utilisation des savoirs pour changer la condition malheureuse ou catastrophique de la société. La troisième réalité qui me paraît déci-

sive, c'est celle qu'Edgar Morin désigne par le terme de *reliance*, la capacité de relier entre elles les différentes dimensions du réel et de mettre en dynamique de synergie les différentes sphères du savoir en vue de transformer la réalité, positivement et profondément. La *reliance* fait saisir la complexité de la réalité et ouvre la voie à une intelligence complexe de cette réalité même. Dans ce cadre, on comprend qu'il y a complexité et exigence de *reliance* « *lorsque, écrit Morin, sont inséparables les éléments différents constituant un tout (comme l'économique, le politique, le sociologique, le psychologique, l'affectif, le mythologique) et qu'il y a tissu interdépendant, interactif et inter-rétroactif entre l'objet de connaissance et son contexte, les parties et le tout, le tout et les parties, les parties entre elles* ». L'esprit de l'université introduit à cette vision du monde et permet à la *reliance* de s'ancrer dans la réalité d'aujourd'hui, avec toutes ses composantes et ses exigences synergétiques, pour répondre aux défis actuels, ici et maintenant. Comment ne pas ajouter ici la quatrième dimension qui est capitale dans la vision que nous devons avoir de l'université ? C'est elle qui donne vraiment sens à la *régrédience*, à la *résilience* et à la *reliance* au sein de l'institution universitaire. Désignons-la par l'expression d'*innovance*. Et entendons par là aussi une marche, une démarche, un esprit de quête fondamentale : la production, la création de personnalités d'innovation pour résoudre les problèmes cruciaux de la société. Aujourd'hui en RDC, l'université congolaise doit donner à notre nation « une génération d'innovation », selon le mot qu'un professeur sud-africain adressa à l'un de nos compatriotes dont il avait dirigé la thèse, le pasteur Nupanga Weanzana. C'est la quadruple voie de la *régrédience*, de la *résilience*, de la *reliance* et de l'*innovance* que je crois être le chemin de l'esprit universitaire à développer dans notre pays aujourd'hui. Ces réalités de marche intérieure sont les quatre piliers, les quatre leviers fondamentaux de l'université congolaise du futur.

Votre théorisation du problème l'université congolaise à partir de l'exigence du changement de cadre théorique et l'invention des dynamiques éducatives de *régrédience*, de *résilience*, de *reliance* et d'*innovance* est séduisante, mais sa portée pratique me pose encore un problème de compréhension et d'articulations concrètes. Je voudrais préciser mes questions pour vous contraindre à poser pied sur terre et à parler de manière plus pragmatique.

Je vous écoute.

Vous dites que la régrédience, c'est d'emprunter les multiples chemins qui sont ceux de l'humaine condition. Vous avez sillonné le monde, vous connaissez les multiples chemins tracés et suivis par les universités dans le monde. Si je vous demandais de dire ce que vous avez appris et qui pourriez vraiment servir à la refondation de l'université congolaise du point de vue de l'enseignement, de l'apprentissage, de l'éducation et de l'initiation à la recherche scientifique, pour reprendre vos propres termes, que diriez-vous ?

Je dirais avant tout que le champ de l'humain est tellement vaste et tellement complexe qu'il est impossible d'imaginer tout savoir et tout embrasser. La voie à suivre, c'est de se poser la question de savoir ce qui est fondamental à connaître en fonction du contexte que nous avons à changer chez nous, des savoirs nouveaux que nous avons à produire et des réalités nouvelles que nous avons à créer.

Acceptons ce critère. Dites-moi alors ce que vous, personnellement, vous avez appris et qui pourrait être la substance de la régrédience pour éclairer le chemin que l'université congolaise pourrait suivre. Qu'avez-vous appris de fondamental, de solide et d'essentiel dans le vaste monde, globalement parlant.

La première chose qui m'a frappé dans le vaste monde, comme vous dites, ce sont les recherches australiennes sur le cerveau et les travaux de quelques penseurs français sur la connaissance, ou plus précisément, sur la connaissance de la connaissance, pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Edgar Morin. Je me suis intéressé à ces questions quand j'ai fait la connaissance d'un chercheur-éducateur camerounais, Gilbert Mboubou, qui dirige une école secondaire dans la ville de Bafoussam. Cet homme, qui est véritablement passionné par la recherche sur la connaissance et le fonctionnement du cerveau comme instrument de la connaissance, m'a rendu sensible à un paradoxe, que le domaine de la neuroscience dévoile. Ce paradoxe est celui-ci : pour apprendre, pour enseigner, pour animer les espaces du savoir, nous avons besoin de notre cerveau et c'est lui que nous utilisons comme instrument de connaissance. Curieusement, en Afrique, il y a très peu de recherches de fond sur le fonctionnement même de

cet instrument fondamental de connaissance. Comment le cerveau fonctionne-t-il pour connaître ? Nous enseignons et apprenons en Afrique sans une idée précise de la manière dont nous pouvons utiliser avec fécondité le cerveau et exploiter notre connaissance des mécanismes réels de la connaissance. Dans ce que mes lectures dans ces domaines m'ont appris, il y a une réalité capitale qui devrait servir au travail de l'université. C'est de savoir que *le cerveau n'est pas un enregistreur, mais un créateur et un organisateur*. Des penseurs comme John Sweller en Australie ont écrit de remarquables pages dans ce domaine. Gilbert Mboubou a inculqué ces connaissances sur place dans l'école qu'il dirige et a produit des études sur la métacognition, le savoir sur la manière dont nous connaissons. Si le cerveau est un créateur et un organisateur, et non pas un enregistreur, il est dérisoire de le réduire, dans l'enseignement, au rôle d'enregistreur. C'est-à-dire aux mécanismes de la pure mémoire qui retient les données par accumulations répétitives. En tant que créateur et enregistreur, il a sa manière d'organiser ce qu'il perçoit. Il le fait non pas par la seule mémoire de rétention, qui oublie d'ailleurs très vite, mais par des multiples mémoires dont il se sert : une mémoire à court terme, pour l'utilisation des données immédiates, une mémoire de stockage de données à utiliser à long terme en fonction des problèmes et une mémoire productive sur la base de laquelle il crée des schèmes de connaissance à travers lesquels on comprend et on interprète la réalité. C'est surtout cette dernière dimension créatrice d'une mémoire inventrice des schèmes de connaissance et des schémas mentaux d'apprentissage qui constitue l'intelligence organisatrice. Cette dimension créatrice et organisatrice du cerveau, des chercheurs français comme Edgar Morin ont permis à Gilbert Mboubou de l'intégrer dans un nouveau paradigme de la connaissance : le paradigme de la complexité, selon le mot de Morin. Le contraire même du paradigme de la simplification dans lequel nous avons l'habitude de confiner le travail du cerveau. Alors que le paradigme de la simplification oblige le cerveau à réduire les problèmes en petits paquets qui les morcellent, à les décomposer, le paradigme de la complexité les configure dans des ensembles qui les intègrent dans la globalité de la réalité. Alors que le paradigme simplificateur tend à diviser, à séparer, à compartimenter les connaissances et à s'enfermer dans les connaissances parcellaires incapables de saisir la globalité de la réalité et

l'unité fondamentale de l'Homme, le paradigme de la complexité unit les connaissances, les conjugue, en perçoit l'unité profonde et noue des liens qui permettent au cerveau de configurer le réel et les savoirs en termes d'unité. Au fond, la complexité dans laquelle le cerveau évolue crée une manière d'être, une façon d'exister qui fait du connaître un principe d'intégration de divers champs de la connaissance et de l'être. Si on comprend ainsi le connaître, tout l'art de l'enseignement, de l'apprentissage, de l'éducation et de l'initiation à la recherche scientifique change fondamentalement, surtout dans les universités. On cherchera des liens entre les disciplines, on découvrira les connexions entre les problèmes, on donnera naissance à l'homme du complexe, seul capable de vivre réellement dans un monde globalisé, dont les problèmes de culture et de civilisation sont tellement interconnectés qu'ils ne peuvent se traiter que dans un esprit planétaire, selon une perspective d'altermondialisation humanisante qui a besoin d'une grande éthique planétaire de l'humain, pour reprendre encore le mot de Morin. On ne peut voir l'université aujourd'hui que dans cette perspective des changements de fond.

Pourrions-nous savoir en quoi consistent ces changements ?

Pour vous répondre, j'aimerais parler de la deuxième expérience qui m'a fortement frappé et m'a ébranlé dans ma vision de l'université. Il s'agit de ce que j'ai vu et vécu à l'Université Libre de Bruxelles où j'ai soutenu ma thèse de doctorat. Comme tout le monde le sait, cette université est réputée pour être un haut lieu du libre-examen, c'est-à-dire de la puissance normative du déconditionnement par rapport aux sentiers battus. La puissance, également, du reconditionnement pour l'usage créatif de la lucidité critique et de la liberté. Ce qui m'a frappé, c'est autant la manière dont ces principes étaient devenus une manière d'être et de penser dans un milieu de vie qui vous y poussait, sans aucune coercition, que la force avec laquelle la recherche intellectuelle était menée, dans une exubérance inventive où des philosophes comme Marc Richir et Gilbert Hottois renouvelaient la phénoménologie husserlienne et heideggérienne pendant que des scientifiques comme Ilya Prigogine et Isabelle Stengers proposaient un nouveau paradigme des structures du fonctionnement du réel. Ce qui m'a aussi frappé, c'est comment la force du déconditionnement par rapport aux chantiers battus opérait. Elle ne procédait pas par

incantations doctrinaires ni par enseignement déclamatoire, mais dans des compétitions ouvertes ou feutrées entre savants et par un rythme extrêmement soutenu de publications de très haute qualité qui imposaient automatiquement respect. C'est à l'Université Libre de Bruxelles que je vis ce que signifie vraiment une relation critique et inventive par rapport au stock de connaissances existant. Un rapport de réappropriation créatrice qui digère le passé des connaissances, le soumet au crible des questions nouvelles et ouvre de pistes complètement inattendues. On forçait ainsi les étudiants à devenir des créateurs sur la base des connaissances maîtrisées, sous le modèle des Grands Maîtres qu'on rencontre au jour le jour.

Vous n'avez pas répondu à ma question.

Je sais qu'il faut que je réponde maintenant à votre question sur les changements pédagogiques à entreprendre. C'est par la construction des modèles formateurs réellement créateurs qu'il faut commencer. C'est ensuite par l'animation d'un espace intellectuel d'émulation qu'il faut agir. C'est enfin par la solidité des savoirs proposés qu'il faut s'imposer. J'appelle ce modèle le modèle du dé-formatage créateur : les maîtres vous apprennent à vous libérer du passé en vous libérant d'eux-mêmes par la manière dont ils se sont libérés eux-mêmes dans leur propre itinéraire scientifique. Ce que j'ai vu en Belgique pourra être un chemin pour l'université congolaise aujourd'hui.

Il n'y a là aucune recette didactique, à ce que je vois. Comment transplanter un tel modèle ?

Je ne parle pas de transplantation, je parle de création nouvelle, sur la base de nos problèmes. Soyons plus précis : une université fonctionne comme un lieu de créations des savoirs. Il y faut des créateurs de savoirs visiblement identifiables, non seulement pour leurs maîtrises des stocks de connaissances existants, mais pour leur contribution à l'enrichissement de ces stocks, grâce à des recherches et à des publications qui s'imposent. Sur ces points, j'ai vu à l'ULB comment les choses marchent : des penseurs travaillent, cherchent, produisent et s'organisent pour faire connaître ces recherches dans le vaste monde de la science et de l'intelligence. Une université doit viser à élever sa capacité de recherche et d'enrichissement des savoirs au

niveau le plus haut, afin de devenir un espace dont la culture est forgée par cette ambition. Les étudiants s'y intègrent par imprégnation vitale directe et entrent ainsi eux-mêmes dans une nouvelle dynamique d'un libre-examen qui conduit à la créativité scientifique. Cela peut devenir vite un label de qualité sans que l'on ait recours à des recettes didactiques qui ne tombent d'ailleurs pas du ciel. C'est à partir d'une telle vision que les didactiques s'inventent, au fond.

Pouvons-nous passer à un autre exemple, à une autre expérience que vous jugez importante dans votre perception de la régrédience ?

Ce n'est pas une expérience vécue, mais une connaissance que j'ai des recherches américaines sur l'université. Je pense ici au pape du management, Peter Drucker, qui a théorisé ce dont je vais parler. Il présente les Etats-Unis comme une société d'entrepreneurs et lie l'invention et l'animation de cette société à l'esprit même de l'université américaine. Souvent en Afrique, nous avons tendance à comprendre l'esprit d'entreprise seulement comme un mode de gestion et de management de l'organisation. Peter Drucker ne parle pas seulement de management ou de gestion d'une entreprise, il parle d'une société d'entrepreneurs, avec ce que cela présuppose de valeurs qui sous-tendent les esprits, les consciences et les imaginations dans cette société. Pour qu'une société devienne une société d'entrepreneurs, il faut des lieux d'éducation, de formation, d'apprentissage, d'enseignement et d'initiation où certaines normes, certaines valeurs de base, certains principes de vie et certains protocoles de l'agir deviennent un mode d'être, une manière d'exister. Ces lieux aux USA, selon Drucker, ce sont les universités américaines comme espaces éducatifs, avec la centralité que l'on accorde à l'esprit de recherche, à la dynamique d'organisation, à l'ambition d'innover et à la volonté de gagner, de réussir, dans tous les domaines. Cette orientation d'esprit axé sur le pouvoir d'entreprendre a donné une longueur d'avance aux universités américaines sur d'autres universités dans le monde. Il suffit de comparer les nombreux centres de recherche dans les institutions de formation supérieure américaine avec les universités congolaises aujourd'hui pour voir que la distance qui nous sépare des Américains se compte en années lumière dans l'espace intergalactique. Nous avons au Congo à

réduire cette distance, à la combler et nous ne pouvons le faire que dans le développement de l'esprit d'entreprendre et de nous organiser pour entreprendre, sur la base de nos propres problèmes. Avec le projet de construire une société qui trouve dans ses universités une base d'éducation à cet esprit.

Existe-t-il une pédagogie pour le développement d'un tel esprit ?

Les Etats-Unis développent une pédagogie de compétition implacable, selon la mode capitaliste individualiste. Je n'aime pas cet esprit et la culture qu'il développe. Je pense qu'il est possible de réinventer un tel esprit selon des perspectives communautaires, beaucoup plus humaines, sur la base de l'humanisme africain. Le plus important pour nous au Congo, c'est de savoir que dans la marche sur les chemins de l'humaine condition, la culture d'entreprendre est une possibilité que nos universités devrait promouvoir, développer, enseigner, ce qui exige une grande capacité de chercher des voies nouvelles et d'inventer de nouvelles possibilités de connaissance. En Amérique même, et dans d'autres pays, certains chercheurs ont ouvert la voie à une vision humaine de la vie que des penseurs africains découvrent aujourd'hui et cherchent à inscrire dans une vision africaine de l'université.

A qui pensez-vous exactement ?

A mon collègue de l'Université Evangélique du Cameroun et de l'Ecole Normale Supérieure de Yaoundé : Alexis Belibi. Il est spécialiste de la didactique du français mais il étudie attentivement les systèmes éducatifs norvégien et américain pour y chercher les atouts et les richesses dont les universités africaines pourraient s'irriguer. C'est lui qui a attiré mon attention sur l'œuvre de John Irving au sujet des rites sociaux et de leurs enjeux éducatifs, spécialement dans la formation universitaire. La lecture de cet auteur m'a conduit à ce que j'appelle la théorie de la face humaine.

En quoi consiste-t-elle et qu'elle est son intérêt pour l'université congolaise aujourd'hui ?

La base de la théorie est que l'homme est un fauve qui marque son territoire, comme tous les fauves, mais le territoire de l'homme, c'est

sa face. Cette face, il ne convient pas de la lui faire perdre ou qu'il la perde lui-même. Toute la vie sociale est rythmée par des règles et des rites pour ne pas perdre la face ni faire perdre la face à quelqu'un. La politesse dans la société, les manières sociales de se comporter, la beauté ou la solennité du langage, les manières de s'habiller ou de visibiliser socialement sa propre image, tout cela donne à la face humaine une dimension fondamentale dans les relations humaines.

Je ne vois pas la relation avec l'université. Y en a-t-il ?

Patientez, patientez, je vous en prie. Dans la lecture que Belibi fait de John Irving, il insiste sur un double fait. Le premier relève de ce que Irving appelle la figuration, c'est-à-dire tout ce qu'il faut faire pour que l'apparaître de l'homme, l'image de lui-même que l'être humain veut donner, puisse être respectée toujours et partout par ses semblables, à travers une éthique de la relation de politesse où la dignité de l'autre soit toujours protégée, pour ainsi dire, par un certain nombre de rites sociaux : salutations, marques d'amitiés, signes d'intérêt, gestes de tendresse, modulations de la voix. Toutes ces réalités se font selon une dynamique que John Irving nomme la modalisation : le degré d'adhésion à l'autre et à l'image qu'il donne de lui aux autres. Cette modalisation peut aller du oui massif et catégorique à un non, tout aussi massif et catégorique. Le mieux serait d'éviter ces extrêmes afin de vivre dans l'espace d'une modalisation neutre, qui permette toujours, dans des situations concrètes données, de ne pas faire perdre la face à l'autre ou de perdre soi-même la face.

Pourriez-vous maintenant montrer le lien entre cette théorie et l'université ?

C'est Alexis Belibi lui-même qui établit ce lien. Si l'essentiel dans les relations humaines est dans le respect de la face humaine, le système néolibéral de la compétition féroce dans l'éducation devrait être combattu dans la formation de l'élite appelée à diriger la société. Cela afin que cette élite apprenne l'éthique de la face humaine au sein même de l'université et en promeuve les modulations les plus fondamentales dans l'enseignement, dans l'apprentissage, dans

l'éducation et dans l'initiation à la recherche. Si l'élite d'une société, formée au sein des universités, n'est pas irriguée par un tel esprit, c'est que l'université est humainement insignifiante. Si l'université n'est pas un lieu d'humanité profonde, sa science et ses recherches scientifiques sont vaines. D'où l'intérêt que représente aux yeux de Belibi le modèle norvégien. Il existe un humanisme éducatif dans les universités norvégiennes qui se démarquent par le type de relations entre professeurs et étudiants dans la force de la figuration et de la modélisation des relations humaines, dans un espace d'études et de recherche dont les pouvoirs publics, tout comme l'ensemble de la société, veillent à assurer et à garantir la qualité du respect de la face humaine. L'université devient ainsi un lieu de responsabilité pour les politiques, pour la communauté universitaire et pour la société. Même si la réalité donne parfois l'impression de ne pas correspondre au modèle ainsi décrit, l'essentiel est que tout est fait pour que l'on s'en approche. Imaginez vous-mêmes le type de pédagogie qu'une telle atmosphère permet de développer et d'épanouir. Chaque fois que j'entends mon collègue Alexis Belibi parler de la situation des universités norvégiennes, je rêve pour le Congo d'une université selon un même esprit, sur la base de nos problèmes. L'université de la face humaine dans un Congo sensible aux valeurs d'humanité.

Avouez que nous en sommes loin ?

Très loin. Mais c'est parce que nous sommes si loin d'un tel humanisme universitaire qu'il faut l'enseigner dans nos propres universités pour que l'idéal soit clairement visible.

Croyez-vous que nous pourrions un jour y parvenir ?

Rien de ce qui est humain ne nous est étranger. Beaucoup de Congolais qui rêvent d'un meilleur avenir pour le Congo savent que tous les chemins magnifiques de l'humain sont à notre portée. Nous devons nous donner les moyens pour cette volonté : les moyens humains et matériels, les moyens politiques et pédagogiques. Les Camerounais disent au sujet d'eux-mêmes : « Impossible n'est pas camerounais. » J'aimerais en dire autant pour le Congo.

Vous aviez annoncé d'autres chemins de l'humaine condition pour enrichir la régrédience universitaire africaine. Quelle est la voie suivante ?

C'est celle que j'ai vécu au Cameroun, dans ses exubérances comme dans ses involutions. En arrivant dans ce pays, je suis entré dans une expérience de recherche menée par une équipe camerouno-allemande de recherche pédagogique, animée par le professeur Rainer Kokemohr, de l'Université de Hambourg, et le pasteur Jean-Blaise Kenmogne, de l'Eglise Evangélique du Cameroun. C'est au sein de cette équipe qu'une philosophie éducative a été élaborée pour la formation des étudiants en pédagogie et sciences de l'éducation, autour des trois principes : le principe des sens divers, le principe d'interaction et le principe de responsabilité réciproque. Ces principes signifient une rupture avec la pédagogie pyramidale opérant par thèmes d'enseignement. Ils la remplacent par une approche des problèmes à résoudre selon des chemins multiples, dans les synergies d'action et dans la cohésion des interactions responsables, pour développer un esprit de lutte contre l'enfermement dans les cloisons disciplinaires, dans des sociétés blindées au cœur de leurs dictatures éducatives. Contre ces sociétés d'enfermement dans les cavernes pédagogiques, de réflexivité, l'approche proposée développe la professionnalité académique : un esprit de maîtrise des savoirs, de distanciation critique par rapport à ces savoirs et d'intégration des recherches dans une communauté scientifique qui puisse juger de la validité des recherches. Autour des concepts de sens divers, d'interaction, de responsabilité réciproque, de réflexivité et de professionnalité académique, on vise en fait le développement d'un certain pouvoir de créativité et de démocratie capable d'épanouir un certain esprit scientifique de rigueur et d'action communautaire, contre toutes les citadelles académiques dont l'esprit d'éducation est celui des pyramides indéboulonnables, avec des maîtres de connaissances réfractaires à toute remise en question et à toute critique. Ce qui m'a frappé dans cette expérience camerounaise, c'est la manière dont l'édifice de cette belle théorie a été ébranlé par des conflits de pouvoir et conduit à des régressions face auxquelles il a fallu tout recommencer, tout relancer face aux pesanteurs des habitudes, aux lourdeurs des atavismes. J'ai compris dans cette expérience qu'aucune révolution éducative n'est acquise et que l'université ne

peut changer que dans une sorte de révolution permanente de sa vision, de sa philosophie, de ses savoirs et de ses programmes.

Avec toutes ces expériences dans lesquelles vous avez découvert les lames de fond d'une régrédience pour le Congo, comment avez-vous pu nouer la gerbe, composer le bouquet à proposer aux universités du pays en termes de philosophie éducative, ou plus exactement, d'éthique universitaire ?

Je ne cherche pas à nouer une gerbe, à présenter une synthèse. Ce qui m'intéresse, c'est de savoir que plusieurs chemins de recherche ont été tracés et qu'ils sont autant de sources d'inspiration pour nous. Sources d'inspiration qu'il s'agit moins de répéter que de repenser dans le sens d'une créativité endogène. D'autres chemins sont possibles et d'autres théorisations sont disponibles, il faut s'y ouvrir le plus largement possible. L'essentiel, c'est ce que chacun en fait par rapport au contexte qui est le sien et aux problèmes que l'on doit résoudre dans une société. Je pense ici au beau mot de Nietzsche : « *Vous devez amassez toutes les richesses en vous. Afin qu'elles rejaillissent de votre source comme des dons de votre amour.* » En présentant les expériences et les connaissances que j'ai amassées, j'ai voulu tout simplement qu'elles rejaillissent de ma propre source comme un don de mon amour pour l'université congolaise, en vue d'une vision qui puisse nous aider à sortir de nos impasses actuelles.

Vous abordez sans doute maintenant la question des dynamiques de résilience dans la situation actuelle de l'université congolaise, après avoir abordé la question des dynamiques de régrédience. Vous ai-je bien compris ?

Je viens justement au point capital, qui est de penser l'université congolaise comme lieu, comme dynamique, comme marche, comme démarche, comme pouvoir de résilience devant les problèmes gigantesques du pays. A vue humaine, le pays peut implorer sous le poids de ses divisions, de ses incohérences, de ses blocages, de ses « folies », de ses corruptions, de ses errances et de sa décomposition morale, malgré ses ressources naturelles et humaines qui sont gigantesques. Certains disent même que c'est à cause de ses ressources

naturelles et humaines qu'il peut implorer. Que faut-il faire pour lui éviter ce destin de mort ? C'est ici que la nouvelle université congolaise entre en jeu comme force de production d'un certain esprit de lutte contre le pessimisme ambiant, contre un défaitisme qui se ressent partout, contre les pesanteurs du fatalisme que le discours négatif sur le Congo véhicule. On doit attendre de la nouvelle université congolaise qu'elle produise un nouveau discours sur le Congo : un discours volontariste, optimiste, engageant et porteur d'avenir, qui pousse les générations montantes à s'investir dans le savoir, dans la science, dans la connaissance, en vue de la construction d'une nouvelle destinée congolaise. Plus que des discours, il faut faire de l'université un haut lieu de nouvelles pratiques sociales : les pratiques de résilience, justement. Des pratiques de transformation sociale fondées sur l'énergie d'imagination créatrice et la capacité des Congolais et des Congolaises à se mettre ensemble dans des synergies pour bâtir l'avenir. Si la formation universitaire ne conduit pas à libérer de telles énergies de discours et de praxis de transformation sociale, elle ne sert pas l'avenir du pays. Elle entretient des universités d'insignifiance, d'inconsistance.

Comment voyez-vous pratiquement ces dynamiques de résilience dans les universités congolaises ?

J'ai deux exemples dans mon esprit : la construction de l'université flamande moderne et la construction de l'université juive contemporaine. Si deux peuples peuvent servir de vision de la résilience éducative en générale et de la résilience universitaire en particulier, ce sont les peuples juif et flamand au XX^e siècle. L'université flamande est née d'un volontarisme pour vaincre l'humiliation et construire un destin au peuple flamand à partir d'une situation à rebâtir de zéro : revaloriser une langue, produire le savoir dans cette langue, construire une nouvelle vision de soi et former une nouvelle élite pour un nouveau destin, par l'éducation idéologique et pratique, à partir d'une certaine conscience de soi communautairement partagée. Quant au peuple juif, son destin même est le modèle de la résilience et les multiples universités que ses ressortissants animent sont des instruments de résilience. Nous Congolais, nous pouvons nous inspirer de ces exemples de résilience et nous forger une nouvelle destinée, grâce à notre nouvelle conscience de nous-mêmes.

Encore faut-il produire cette conscience. Comment la produire ?

Je ne doute pas que nous en soyons capables. C'est une question d'organisation et de volonté d'action.

C'est aussi une question des moyens financiers, vous ne trouvez pas ?

Personne ne vous croira dans le monde si vous dites que le Congo n'a pas d'argent pour se construire une université à la hauteur de son destin dans le monde.

Mais où va l'argent du Congo ?

Vous posez là la question de la dimension politique de notre résilience. Sur cette question, il me suffira de dire que lorsque la politique par le haut est bloquée ou défaillante, à cause de comportements irresponsables des dirigeants qui utilisent l'argent pour autre chose que l'essentiel dans l'éducation, il appartient aux populations de développer des politiques d'en bas, localement orientées et vigoureusement révoltées contre les politiques d'en haut. Des pressions ou des révolutions à partir des indignations et des résistances populaires conduisent soit à des changements radicaux, soit à de nouvelles dynamiques de créativité sociale : des chemins inédits pour un nouveau destin, un destin de libération, fruit de l'énergie d'une liberté concrètement agissante. J'ai toujours rêvé de voir l'université devenir le creuset d'émergence de nouveaux leaders pour les actions populaires, pour des solidarités qui changent la face du Congo.

Est-ce cela qui justifie, si je vous comprends bien, ce que vous appelez les exigences d'innovances ? De quoi parlez-vous exactement sous le concept d'innovances ?

Pour comprendre l'innovances, il serait bon que je dise encore un mot sur la reliance dont j'ai parlé au sujet de la pensée de Morin. Si on tient la réalité comme un tout, le passé et le présent sont indissociables du futur. Il faut savoir quels sont les ancrages du passé et du présent qui permettent d'inventer le futur, de donner un visage novateur à l'avenir, par une saisie de ce qui était et ce qui est porteur d'innovations qui changent la réalité. L'un des rôles majeurs de

l'université, dans toutes les disciplines du savoir, c'est de faire ce travail de discernement tourné vers l'avenir, en mettant en synergie les divers champs de la réalité et de la connaissance. Parce qu'elle n'a pas été orientée à saisir la temporalité et la spatialité dans des configurations complexes qui ouvrent sur le futur et invente l'avenir, l'université congolaise tourne à vide. Ses savoirs, souvent pathologiquement mimétiques, ne permettent ni une vraie perception créative du passé, ni une maîtrise inventive du présent, ni une véritable imagination du futur. C'est à cette université qu'il faut inculquer le sens et les exigences d'innovance. J'ajoute que la reliance doit être aussi comprise comme le souci des liens vitaux à promouvoir : liens entre les humains et le divin ou le monde de l'invisible, liens entre les humains et les écosystèmes naturels, liens entre les humains entre eux dans leurs aspirations fondamentales, pour reprendre une approche développée par Jean-Blaise Kenmogne dans son livre *L'Éthique des liens* (Yaoundé, CLE, 2014). Ce sont ces liens qu'il convient non seulement de sauvegarder dans leur qualité, mais d'améliorer par la dynamique de l'innovance spirituelle, métaphysique éthique et scientifique. L'innovance, c'est cette voie du renouvellement, d'enrichissement des réalités. Plus radicalement, c'est la dynamique d'invention de nouvelles possibilités d'être.

Cela veut dire ?

Cela signifie le développement des dispositions spontanées à l'innovation dans tous les domaines. Une manière d'être, de penser, de vivre et d'agir, qui exige de l'être humain et de la société qu'ils s'ouvrent, pour se transformer positivement et en profondeur, de nouveaux chemins d'autoréalisation créatrice. Avec la qualité de l'avenir comme point de mire, essentiellement. Autant la régrédience comme démarche découvre les possibilités passées et présentes de l'humaine condition, autant l'innovance cherche à créer, à produire, à inventer des possibilités futures. Perçue sous cet aspect des possibilités de plénitude du futur, l'université congolaise ne forme pas encore des inventeurs d'avenir. Elle n'est pas organisée pour cela. Elle n'est pas programmée pour cela et il faut qu'elle le devienne. Créer une université d'innovation est un impératif radical pour notre nation.

Cela signifie qu'il faut créer une véritable dynamique d'innovation, mais sur quelles bases ?

L'université japonaise moderne peut servir ici de référence, et l'université chinoise actuelle d'ailleurs, dans leurs meilleures ambitions. L'université japonaise a été fondée dans un projet politique précis : imiter puis dépasser l'Occident dans son esprit inventeur, particulièrement en matière scientifique et technologique, en créant une vraie culture d'imitation créatrice. C'est la même lame de fond qui anime la Chine, avec ses institutions d'enseignement supérieur d'imitation créatrice. C'est-à-dire, du développement de la raison regardante, interrogeante, scrutante, reproduisante, copiante. Une raison qui, peu à peu, améliore ce qu'elle voit et devient de plus en plus innovante, par petits pas ou par bonds, avec les impressionnants résultats technologiques que nous voyons aujourd'hui. Il n'y a aucune sorcellerie là-dedans. Il y a de la méthode : une formation pensée, concertée, organisée, avec une volonté des résultats par rapport à des objectifs visibles.

N'y a-t-il pas derrière ces réussites un certain substrat culturel que le Congo n'a pas et une certaine vision de la science, de l'économie et de la société qui manque au peuple congolais dans ses valeurs culturelles ?

Je connais les explications culturalistes. Elles ont eu le vent en poupe à un certain moment. Elles justifient l'entrée du Japon dans la modernité occidentale par la souplesse, l'adaptabilité et la flexibilité culturelles de l'esprit japonais. De même, elles font des bases confucéennes de la Chine le socle de l'appropriation de l'esprit moderne par l'élite chinoise. Il doit y avoir un fond de vérité dans cette perception des choses, mais ce que ces explications oublient de mettre en relief, ce sont les dynamiques de rupture que les deux pôles essentiels de la modernité, l'émergence de la raison comme dynamique sociale de fond et le surgissement du sujet comme acteur de son histoire, ainsi que le dit Alain Touraine, imposent à toutes les cultures et à toutes les civilisations. A commencer par la culture occidentale elle-même, qui a dû se débarrasser de ses archaïsmes médiévaux et de ses atavismes religieux pour entrer dans la science, la technologie, l'esprit du progrès, la rationalisation et la bureaucratisation, en ne

conservant de ses traditions que ce qui est porteur d'avenir et qui cause des catastrophes humaines si on l'oublie, comme c'est le cas maintenant quand l'Occident oublie ses fondations spirituelles. On oublie aussi très vite que l'esprit du monde dans lequel nous vivons est invention. Et comme invention, il dépend des efforts de recherche, de pensée, de passion, d'intérêts et de certains impondérables qui ne sont pas que culturels. Pour construire l'esprit de modernité, le Japon et la Chine ont montré tout ce que la politique et les ambitions nationales apportent pour orienter la recherche scientifique et créer un environnement propice à une nouvelle culture de compétition avec les grandes puissances du monde. Au fond, c'est la nouvelle culture de volonté de puissance politiquement, scientifiquement et socialement dynamisée qui décide un pays à rompre avec ses propres lourdeurs, ses propres immobilismes et ses propres impuissances. En Afrique, s'il ne s'agissait que d'un problème de culture, j'aurais dit que nous aussi, nous avons une base culturelle pour dominer la modernité. Cette base, c'est la culture initiatique des hommes-forces, de l'endurance, du courage, de la maîtrise de soi et de la volonté de vaincre. Il aurait été possible de revigorer ces valeurs et d'en faire le socle de notre combat pour gagner la bataille de notre entrée en modernité. Malheureusement, je ne vois nulle part où une vigoureuse réflexion se déploie en ce sens chez nous. Notre culture initiatique s'est éteinte dans un véritable cataclysme psychique que sont les cinq derniers siècles de notre histoire. Il faut maintenant repartir de zéro et bâtir, par la volonté politique, l'ambition de forger une nouvelle culture, le souci de devenir un grand peuple, nos capacités de maîtriser les atouts de la modernité, de créer notre propre modernité, délestée des violences dont l'Occident a gangrené la sienne qui se mondialise maintenant. Tout ce que je dis là, vous comprenez que l'université en est la clé de voûte et que son sens au Congo est de nous conduire vers un projet de société dont la régénération, la résilience, la reliance et l'innovances soient des ancrages décisifs.

Je comprends bien tout cela et je vous sais gré de le dire dans l'ampleur d'une pensée forte, avec la hauteur de vue qui sied à une démarche universitaire.

Si vous avez compris tout cela, la bataille est maintenant de le faire comprendre aux générations montantes, avec toutes les énergies de notre volonté de changer le Congo.

Mais la bataille est aussi de mobiliser toutes les forces vives de la nation dans des Etats Généraux de l'Université. C'est une bataille concrète dont dépend un vrai travail de refondation de la dynamique universitaire dans notre pays. Quelles sont les forces les plus significatives pour cette refondation, à votre avis ?

Je considère en priorité les étudiants comme le moteur de la révolution universitaire congolaise. La grande tentation chez nous, c'est toujours de vouloir redresser l'université par le haut, en rassemblant les professeurs, les experts et les grands spécialistes des théories éducatives. Sans doute croit-on que tous ces hauts dignitaires du monde de l'enseignement supérieur ont des recettes différentes de celles qu'ils ont toujours proposées sans grands résultats depuis des décennies et qui seraient maintenant dotées d'une nouvelle magie de transformation radicale de l'université congolaise. On se trompe : la transformation de la situation universitaire par en haut est à bout de souffle, du simple fait que les réformateurs font maintenant largement partie du problème à résoudre. Ils sont eux-mêmes la gangrène du système qu'ils ont contribué à mettre en œuvre et qu'ils ont corrompu profondément.

Vous n'êtes pas tendre avec vos collègues.

Je suis convaincu qu'aujourd'hui, il faut ouvrir une autre voie et inventer de nouvelles stratégies, qui procèdent par la mobilisation de ceux qui sont le centre de l'université : les étudiants. Ce sont eux qui devront révolutionner leur université et c'est avec eux qu'il est urgent de lancer un dialogue de fond sur l'université dont ils rêvent, compte tenu des réalités catastrophiques qu'ils vivent et dont ils peuvent mesurer les conséquences sur l'avenir du pays où ils devront vivre.

Pourquoi la voie par en haut ne donne-t-elle rien ?

Jusqu'ici, chaque fois que l'on doit discuter de la nouvelle voie à ouvrir pour changer l'université congolaise, on se presse de chercher les

hautes intelligences que sont les professeurs, les experts et les spécialistes dont on attend de nouvelles orientations, de nouveaux programmes et de nouvelles pratiques. Il existe aujourd'hui de montagnes de documents qui servent de directives pour la nouvelle université congolaise, sans que rien de consistant ne soit vraiment visible comme pouvoir et réalité de changement. Au contraire, d'année en année, les mêmes rengaines, les mêmes jérémiades et les mêmes reproches sont ressassés sur la corruption du système universitaire congolais, la baisse du niveau et de la qualité de l'enseignement, le chaos organisationnel, la destruction des infrastructures et l'effondrement éthique de tout l'espace universitaire. A ces plaintes, les mêmes réponses sont données : la cascade des ministres dont chacun a son idée de ce qu'il faut faire, les commissions innombrables, les réunions à n'en pas finir et les propositions des réformes toujours plus abondantes les unes que les autres. De vrai changement, on n'en voit pas. Vous posez la bonne question quand vous voulez savoir pourquoi la voie par le haut va toujours dans le mur. L'heure est vraiment venue de se demander pourquoi rien ne change en profondeur. La réponse est celle-ci : quand on veut changer les choses avec ceux qui sont le cœur même du problème, on ne change rien du tout. L'élite dirigeante qui réfléchit sur les problèmes de l'université congolaise souffre aujourd'hui d'un imaginaire caractérisé par les pathologies suivantes, connues depuis longtemps :

- Une mentalité d'extraversion que l'élite universitaire n'a jamais remise en question de manière fondamentale pour penser vraiment le Congo à partir des problèmes réels du Congo.
- Un complexe de perroquet qui reprend les savoirs venus d'ailleurs sans développer ni des forces d'appropriation réelle ni des pouvoirs d'invention de nouvelles voies à partir d'une nouvelle conscience de ce qu'il faut faire.
- Un manque d'un esprit d'organisation et de recherche qui mette sur pied des réseaux de créativité centrés sur les aspirations réelles du pays.
- Un esprit de jouissance qui a transformé la classe intellectuelle en caniches au service des politiques non pensées et en troupeau d'esclaves de l'argent.

- Une tendance à rouler inutilement les mécaniques pour montrer qu'on est de grandes intelligences alors qu'on n'a rien montré de l'efficacité de cette intelligence dans le développement du pays et la construction d'une société de développement crédible.

Avec ces pathologies bien connues de tous aujourd'hui, il est difficile de miser sur une pensée créatrice et aut centrée ainsi que sur des remises en question décisives concernant les orientations de l'université congolaise, en vue des propositions qui ouvrent au Congo de nouvelles perspectives universitaires. Tant qu'on ne comptera que sur l'esprit d'une élite gangrenée par des pathologies dont elle ne voit pas qu'elles sont le cœur du problème de l'enseignement universitaire au Congo, on tournera en rond et rien ne changera. Ce qui fait problème, c'est « l'esprit de mort » de l'élite universitaire congolaise actuelle. Il devra être avant tout transformé par « l'esprit de vie » d'une vision nouvelle du Congo que ceux qui ont conscience du désastre de l'université congolaise devront libérer. Tous ceux-là qui savent qu'il nous faut des changements de fond devront se tourner vers les victimes du système universitaire actuel, ces jeunes gens devenus maintenant acteurs et fossoyeurs d'une institution qui est pourtant l'avenir même de leur pays, le chemin de leur propre avenir. Il s'agit des étudiants. Jamais ils n'ont été associés à la réflexion sur la transformation de l'université congolaise. Jamais ils n'ont été mis au cœur des mécanismes de responsabilité citoyenne sur ce que doit être l'enseignement supérieur dans notre pays. Jamais ils n'ont eu conscience que ce sont eux l'université et qu'ils doivent construire le « nouvel esprit de vie » de l'intelligence congolaise contre « l'ancien esprit de mort » développé par les vieilles élites extraverties et casées dans leurs ressorts par les mentalités de caniche et de jouisseurs sans intelligence, qui ne croient qu'à la « bouffe, au sexe et au confort », comme dirait le philosophe français Pons-Sponville. Sans vouloir faire des étudiants une nouvelle classe messianique pour changer l'université congolaise, il est impératif pour les nouvelles autorités dirigeants de l'enseignement supérieur au Congo de savoir que rien de nouveau ni de grand ne se fera en matière de réforme, de réorientation ou de révolution universitaire congolaise si la réflexion n'est pas conduite avec les forces de base que sont les étudiants. Il convient qu'ils prennent conscience de ce que l'université actuelle a fait

d'eux : des « morts » intellectuels, des « êtres » sans avenir, des futurs esclaves des maîtres du monde, sans souffle créateur ni destinée de puissance. Plus que les professeurs, les experts et les spécialistes en réformes éducatives, ce sont les étudiants qui ont intérêt à voir l'université congolaise changer. Il faut leur demander alors quelle vision ils ont de l'avenir du Congo, quel Congo ils veulent construire, quels savoirs ils veulent développer, quelles infrastructures ils veulent voir surgir dans leur espace de vie. Cela doit conduire à des questions plus radicales encore.

Lesquelles ?

Celles-ci, qui sont urgentes : Avec quels pouvoirs politiques faut-il changer les choses ? Selon quelle gouvernance doit-on conduire la nation ? Quelles révoltes constructrices et quelles puissances de résilience faut-il libérer ? Quelles forces d'action historique faut-il faire naître pour une nouvelle destinée au Congo ? Aujourd'hui, dans tous les milieux universitaires, ces questions devront être au cœur d'un grand débat où les étudiants sont engagés avec ceux de leurs enseignants qui savent que les réalités doivent changer. Même les vieux cocotiers intellectuels qui veulent continuer à recevoir des vieilles recettes de réforme qui n'ont jamais marché, il est bon que les étudiants les secouent et renversent leurs vieilles outres, pour une nouvelle université congolaise. Si les autorités chargées de la politique universitaire veulent réussir, il est urgent pour elles de lancer le grand débat au sein des universités, avec les étudiants, en une sorte de grande palabre d'où les nouvelles idées prennent corps non seulement du point de vue des contenus des enseignements, mais surtout du point de vue de la philosophie globale, de l'organisation radicale et de la révolution infrastructurelle du monde universitaire congolais. Comme l'a dit le président américain Barack Obama concernant les relations de son pays avec Cuba : quand on a pendant cinquante ans essayé des recettes qui n'ont pas marché, il vaut mieux tenter d'autres méthodes pour changer l'ordre des choses.

Y-a-il une autre force sur laquelle on devrait compter ?

Oui, il faut mobiliser les parents des étudiants.

Les parents ?

Effectivement. Dans l'état de crise chronique de l'intelligence et de l'enseignement au sein des universités congolaises, l'engagement des parents dans la configuration des politiques universitaires, dans le suivi de la qualité des enseignements et des connaissances ainsi que dans la construction de nouvelles utopies pour une autre université congolaise est essentielle. Notre expérience dans l'enseignement universitaire congolais nous a fait prendre conscience d'un fait : les familles comme forces éducatives ne sont pour le monde des universités que des pourvoyeuses d'étudiants et des sources de financement pour leur fonctionnement. Les parents des étudiants n'interviennent ni dans la conception du projet académique ni dans la vision des programmes, ni dans l'orientation des disciplines, ni même dans la supervision de la vie de tous les jours au sein de l'univers universitaire. Une fois qu'ils ont placé leurs enfants dans une institution d'enseignement supérieur, il ne leur reste plus qu'à s'acquitter de divers frais qu'on attend d'eux et d'attendre à la fin de l'année les résultats de leurs enfants aux examens. Cela sans même chercher à savoir si ces résultats correspondent à un vrai contenu de connaissances, s'ils échappent à la corruption généralisée de l'enseignement universitaire congolais, ou s'ils ressortissent au système des points que l'on transmet par des voies autres que l'intelligence et que l'on fait disparaître comme par enchantement, au gré des humeurs et des guises des professeurs largement véreux. Tout ceci est le signe d'une arrogance organisée par le système lui-même, qui se croit être un lieu en apesanteur, sur lequel les parents n'ont aucun droit ni aucune exigence de demander des comptes, de quelque manière que se soit. C'est également le résultat d'une démission des parents eux-mêmes, qui n'ont jamais pensé qu'il est de leur responsabilité d'avoir l'œil sur l'éducation universitaire des générations des jeunes dont on sait pourtant qu'ils sont l'avenir du pays. On peut dire certes qu'il n'est pas de la compétence des parents de s'occuper des structures universitaires *ad intra*, au risque d'entretenir une regrettable confusion de rôles et de responsabilité avec les enseignants et les autorités académiques. Mais dans l'état d'effondrement actuel de l'université congolaise, tous ceux qui, de près ou de loin, sont concernés par l'avenir de la nation ont le devoir de participer à l'invention de voies nouvelles de redressement et de sortie de crise. Ne rien faire, baisser les bras et se réduire à répéter

des jérémiades populaires sur l'état de nos universités, cela n'a aucun sens. Il faut agir et imaginer des propositions fortes pour sauver l'éducation universitaires au profit de nouvelles générations et de l'avenir de la nation.

Comment ?

La voie qui s'impose, c'est celle de structures de responsabilité pour les parents. Des structures qui leur permettraient d'être présents dans la vie de nos universités au Congo, de manière forte, dynamique, responsable et engagée. Nous pensons particulièrement, dans la vision que le pays doit avoir de son université, à la mise sur pied des clubs, des associations, des « think tanks » et des réseaux d'action qui aient pignon sur rue et qui donnent de la voix pour orienter la vie universitaire comme lieu d'éducation. En fait, l'université est un milieu trop important pour être laisser entre les seules mains des professeurs et des autorités académiques ou politiques : il lui faut un engagement démocratique, une pression publique et une conscience de responsabilité populaire qui montrent clairement tout l'intérêt national d'un peuple face à son présent et à son avenir, en matière de connaissances et de savoirs, en matière d'intérêts nationaux et de valeurs de vie, en matière d'utopies et de rêves pour le futur.

Cela est-il vraiment possible, concrètement ?

Compte tenu du fait que notre pays dispose d'une forte dose de parents qui ont déjà suivi eux-mêmes la voie de la formation universitaire, il n'est pas difficile d'imaginer qu'ils puissent s'organiser, pour sauver l'éducation universitaire au Congo, en forces de redressement, et même de refondation radicale, du système d'enseignement supérieur dans notre pays. On doit attendre des Ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de les conduire à se configurer dans ce sens, pour l'intérêt de la nation. Sans une action forte et déterminée dans ce sens, on doit craindre que l'université tourne à vide, avec des enseignements sans orientation sociale, avec des recherches sans ancrages dans les réalités concrètes, avec des professeurs et des autorités académiques qui

ne sont redevables à personne parce que personne ne se donne la peine de savoir ce qui se fait réellement au sein des universités. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous permettre au Congo de nous embourber dans une telle démission. Il est impératif que de nouvelles structures d'action éducative se mettent en place, avec des parents comme souffle et limon.

Pour quelles tâches ?

Leurs tâches essentielles devraient être de différents ordres suivants :

- Prendre le pouls de l'état réel de nos universités à travers un dialogue permanent avec les jeunes universitaires, avec les enseignants et avec les autorités académiques, dans des espaces d'information ouverts pour créer une mobilisation nationale autour du rôle des universités dans notre pays.
- Interpeller chaque université sur l'image qu'elle a dans son terroir de vie et sur son action pour changer ce terroir, en vue de donner aux universitaires la conscience de leur pouvoir réel de transformation sociale.
- Entretenir un esprit de discussion publique sur l'état de l'université congolaise, à travers des débats médiatiques torrides ou sereins, organisés pour faire savoir à toute la communauté nationale ce que nos universités sont réellement.
- Faire pression pour qu'une certaine éthique de l'intérêt du pays soit attisée dans les milieux universitaires comme dynamiques de liberté créatrice et de puissance inventive.
- Veiller à voir les universités devenir non pas des lieux de ressassement des savoirs stériles, mais des forces pour allumer le feu des révolutions qui permettent au pays de se penser en termes de puissance, de grandeur, d'émergence véritable et de développement réellement durable.

A travers ces fonctions de vigilance, d'aiguillon, de pression, d'interpellation, de mobilisation pour la qualité et de participation à

la construction d'une nouvelle conscience nationale, les parents ouvriront des horizons pour l'émergence de nouveaux codes de conduite chez tous les acteurs du monde universitaire et pour la mise sur pied des réformes institutionnelles à l'intérieur même des universités. Cela afin que celles-ci s'évaluent en permanence comme lieux de recherche, de production des connaissances, d'enseignement de haut niveau et de formation du « nouvel homme congolais » capable de répondre à tous les défis auxquels notre pays fait face maintenant. Si nous voulons que l'université congolaise devienne une vraie force du changement social et de l'émergence d'un nouveau Congo, c'est dans le sens d'une mobilisation des parents pour la cause universitaire qu'il faudra aller résolument, en synergie avec les efforts des ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, avec toutes les autorités académiques et les professeurs qui sont conscients des changements à impulser, et surtout, avec les étudiants qui devraient constituer le « centre » de l'action éducative dans nos universités, pour reprendre la belle expression du Chanoine Plevoets.

Vous signalez enfin le rôle des professeurs et des autorités académiques.

J'ai commencé par les forces oubliées : les étudiants et les parents. Il est évident que leur engagement n'aura du sens que s'il est au service d'une vision et d'un projet politique et éducatif. Politique dans le sens où les autorités doivent s'y impliquer et mettre de l'ordre dans le chaos actuel ; éducatif dans le sens où les enseignants comprennent que leur engagement intellectuel, scientifique, éthique et spirituel est un levier de premier ordre. C'est tellement évident que je ne vois pas comment on ne comprend pas cela dans notre pays. Il faut tout faire pour qu'on le comprenne, absolument. C'est le rôle de l'Etat de faire des choix et de prendre des décisions dans ce sens.

Et c'est là que les choses sont difficiles à faire.

Absolument pas. Le Ghana de Rawlings a refondé l'Etat et donné aux universités du pays de nouveaux lustres. Le Rwanda a opéré une

même refondation en une génération et son système éducatif progresse à vue d'œil.

Vous ne pensez tout de même au modèle dictatorial comme voie pour le Congo ?

Je pense à l'ordre et à la discipline dans une grande démocratie au cœur de l'Afrique. C'est pourquoi que les modèles comme la Tanzanie depuis Nyerere et le Botswana sont utiles. Des démocraties y fonctionnent dans un certain ordre serein. Au Congo, la combinaison de ce qui s'est passé au Ghana et au Rwanda d'une part et ce qui est advenu en Tanzanie et au Botswana d'autre part serait fort utile : un Etat fort animant une démocratie forte, système dans lequel les universités assumeraient une fonction d'appareils idéologiques et de forces scientifiques pour construire une société heureuse, dans toute la mesure du possible. Dans ce sens, on voit clairement ce que les autorités politiques devraient être dans la gestion des universités : elles devront veiller à ce que les autorités académiques et les professeurs ne soient pas esclaves du ventre, du bas-ventre et du confort, qu'ils deviennent ce qu'ils doivent être : des éducateurs et des « impulseurs » du changement, sous le contrôle constant des inspecteurs qui évaluent les universités comme lieux de formation, de recherche et de production de hauts savoirs, pour résoudre les problèmes de la nation.

Les idées sont claires, mais la voie de leur mise en œuvre ne semble pas balisée dans votre réflexion. Plus exactement, si vous posez le problème en termes de refondation de l'Etat, de restructuration de l'espace universitaire, de responsabilisation des autorités académiques et des professeurs ainsi que de la mobilisation des étudiants et des parents, les choses sont tellement complexes qu'on a de la peine à savoir comment opérer de manière claire.

Je pense que les choses sont relativement simples quant aux acteurs à mobiliser. Je vois d'abord un travail de plaidoyer auprès de l'Etat congolais, une instance à ressusciter dans ses capacités d'action, au moment où tout le monde la croit inexistante et désorganisée. Malgré l'idée négative que tout le monde a aujourd'hui de l'ordre éta-

tique, avec toute la tentation de croire qu'il faut se passer d'un tel Etat pour refonder l'université, comme il m'arrive de le penser moi-même à certains moments d'effondrement intérieur, je crois que les forces politiques que l'on voit en action autour de la conquête du pouvoir par les élections augurent des possibilités meilleures. On sent que tout le monde veut un Etat fort, une nation unie, une société organisée. Quelle que soit la force politique qui gagnera les élections, il est impossible qu'elle ne comprenne pas que la refondation de l'Etat, l'unité de la nation et l'ordre social exigeront des synergies politiques indispensables à tout fonctionnement efficace de l'Etat congolais. C'est dans un tel contexte que cette exigence de synergisation, pour ainsi parler, doit être mise à profit dans un plaidoyer pour l'université. Le professeur Tshiyembe Mwayila a eu raison de dire que nous devons faire de l'université un enjeu électoral. Il faudra aussi en faire un enjeu postélectoral. C'est là que les organisations de la société civile, les communautés de foi qui disposent d'universités confessionnelles, les structures éducatives laïques engagées dans l'enseignement supérieur et les mouvements de parents d'élève ainsi que toute la dynamique des médias officiels ou privés devraient entrer dans la danse, danser du même pas et regarder dans la même direction pour des revendications qui obligent le gouvernement à agir, à prendre ses responsabilités face aux impératifs de la refondation de l'université. J'aimerais insister sur la force la plus décisive dans cette bataille du plaidoyer : les universitaires eux-mêmes en tant que communauté de réflexion, d'action et d'engagement pour la refondation de leur cadre de travail. Dans l'entretien que vous aviez eu avec le professeur Biyoya sur cette dimension du problème de l'université, il avait donné l'impression de ne pas croire suffisamment au pouvoir d'impact des universitaires eux-mêmes pour le changement des conditions de vie et de fonctionnement de l'université congolaise. Vous aviez eu raison de le pousser jusque dans ses derniers retranchements et lui faire comprendre qu'il est impossible, sans la pression des universitaires eux-mêmes dans des actions concertées, d'obtenir quoi que ce soit en matière de transformation profonde de la condition universitaire aujourd'hui. La dernière force sur laquelle j'aimerais attirer l'attention dans la lutte à mener, c'est la diaspora congolaise. Il n'y aura de refondation de l'université sans toutes les richesses, tous les atouts, toute la masse d'expertise et de leadership

que je vois partout dans les communautés congolaises de la diaspora. Je sais qu'en profondeur, cette diaspora en a assez de n'être qu'une diaspora de la salive, sans une organisation capable de peser sur le destin de la nation non seulement en termes d'engagement politique, mais en termes d'instruction, d'enseignement et d'éducation des générations montantes dans des structures fortes et crédibles, construites sur des standards mondiaux et ayant des enjeux mondiaux. Ce sont là les forces de la refondation. Mais il ne s'agit pas seulement de refonder. L'idée de refondation renvoie à des atouts déjà disponibles et à des dynamiques à ré-capturer. Elle a fondamentalement à voir avec l'idée de régrédience. C'est en fonction de cette orientation que j'ai parlé de toutes les forces dont je viens de parler. Il ne faut pas oublier qu'il y a aussi exigence de résilience et d'innovace et qu'à ce niveau, il s'agit moins de refonder que d'inventer.

A quoi cela engage-t-il quand il s'agit des forces susceptibles d'animer les Etats Généraux de l'Université congolaise ?

Cela engage à comprendre que les Etats Généraux ne sont pas une fin en soi mais un chemin d'invention du futur. Sur un tel chemin, on devra regarder les objectifs que l'on se donne et les résultats que l'on veut obtenir : une nouvelle université congolaise en l'occurrence. Elle ne pourra pas compter seulement sur les forces existantes. Il faut créer de nouvelles forces qui auraient pour ambition de bâtir cette université : des forces sociales nouvelles de résilience et d'innovace. Elles n'existent pas encore. Il faut les imaginer en termes de nouveaux groupes d'action, de nouveaux réseaux d'impact, de nouvelles organisations éducatives qui se donnent l'université comme leur champ de bataille. Le débat tel que vous l'avez lancé sur la crise de l'université congolaise devrait conduire jusqu'à cela : la production, la création, l'invention de nouvelles énergies sociales pour la nouvelle université congolaise, avec un leadership déterminé et motivé. Dans un combat de longue haleine, on ne gagne pas sans avoir des forces de longue haleine. Il nous faut ces forces nouvelles qui s'organisent et s'engagent dans une réflexion permanente et une action constante pour une nouvelle université congolaise.

Comment voyez-vous l'action de telles forces ?

Je les vois au premier niveau comme un regard posé en permanence sur les universités congolaises dans leur fonctionnement, avec la possibilité de faire un classement annuel de la qualité et de la performance de ces institutions, sur la base des critères précis d'appréciation et d'évaluation. Un tel travail obligerait les universités à améliorer leur image et à ciseler leur visibilité. Toute la nation saurait où sont les universités congolaises sérieuses et où sont les coquilles vides. A un deuxième niveau, je vois les forces nouvelles dont nous parlons comme des forces d'interpellation et de plaidoyer. Interpellation des acteurs universitaires eux-mêmes. Interpellation de grandes instances que l'université concerne comme problème national prioritaire. Plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour qu'elles assument leur responsabilité. A un troisième niveau, je vois en ces forces nouvelles de dynamique de réflexion sur les orientations à donner à l'université congolaise en fonction de la situation mondiale dont il faudra faire une analyse permanente, en fonction des défis et des enjeux de taille dans la compétition universitaire à l'échelle planétaire. J'ai toujours en esprit l'une des idées zaïroises qui m'avait le plus séduit pendant mes années de formation universitaire : la révolution-comparaison. Je pense que les forces nouvelles dont nous parlons devraient forcer chaque université au Congo à s'inscrire dans la dynamique de la révolution-comparaison, avec ce que cela engage comme pouvoir d'autocritique, d'auto-évaluation, de créativité permanente et d'innovation durable.

Peut-on aller jusqu'à penser que de telles forces s'intéresseraient aux programmes des cours et aux rythmes universitaires ?

Les programmes et les rythmes sont du ressort des experts qui ont à faire leur travail à partir des exigences de refondation et d'invention dont nous parlons. Mais il n'est pas inutile qu'il existe quelque part la possibilité d'un regard critique venant des acteurs dont l'intérêt est de voir l'université congolaise s'imposer dans le monde par son sérieux, par son pouvoir créateur et son rayonnement scientifique.

Professeur Kä Mana, nous arrivons à la fin de notre entretien. Considérez-vous qu'il y a un problème essentiel dont nous devrions parler et que nous n'avons pas abordé ?

Du point de vue philosophique auquel je me suis situé pour entrer dans le débat que vous avez lancé, je considère que l'essentiel a été dit : les grandes orientations ont été tracées, l'horizon a été dégagé les perspectives d'action se sont ouvertes et les lignes de fond ont été dessinées. Le débat continue. D'autres chercheurs aborderont les problèmes sous des angles nouveaux et je m'enrichirai de leurs apports.

Pour finir, j'aimerais savoir si vous êtes pessimiste ou optimiste sur l'avenir de l'université congolaise ?

Pour vous répondre, je vais vous raconter ce que m'a dit un professeur camerounais, haut responsable à l'Université de Ngaoundéré. Nous étions en train de prendre le petit déjeuner ensemble, lui, deux de ses collègues et moi, lorsque la conversation est tombée sur la situation de l'université au Congo. Alors que je m'inquiétais de la prolifération des institutions de formation supérieure au Congo et que je m'attristais du niveau de l'enseignement dans ces institutions, cet homme pondéré et lucide m'a répondu exactement ceci : « *Vous avez tort de vous inquiéter et de vous attrister, professeur. Au moment où j'étais étudiant il y a plus de quarante ans, les parents de la zone anglophone du Cameroun refusaient d'envoyer leurs enfants dans les universités américaines parce la prolifération des institutions universitaires aux Etats-Unis ne garantissait pas un bon niveau d'études. On préférait les universités britanniques. Regardez ce qui se passe maintenant : c'est la course, la ruée vraiment frénétique vers les universités américaines. Pourquoi ? Parce que la prolifération des universités a impulsé un esprit de compétition sur le terrain de l'emploi et les universités des USA ont été obligées d'élever leur niveau d'enseignement et leurs capacités d'organisation. C'est la même chose avec l'Inde. Il eut un temps où les universités de ce pays, dans leur pléthore, inspiraient une virulente méfiance. La compétition a joué à leur faveur et on voit maintenant les pays dit développés s'arracher les ingénieurs indiens formés en Inde même. Il faut tout faire pour qu'il en soit de même en RDC. C'est l'évolution positive à impulser. Au lieu de s'alarmer, il faut travailler à orienter les choses de manière positive pour le Congo.* » Cette réflexion de mon collègue camerounais m'a rendu fortement optimiste. Un optimisme de la volonté dont on sait à quel point, s'il est partagé au sein d'un peuple,

il peut changer le destin d'une nation. C'est sur cet optimisme que j'aimerais que s'achève notre entretien.

Merci, professeur Kä Mana.

C'est à moi de vous présenter ma gratitude, pour l'espace que vous réserver à la pensée dans les colonnes du Potentiel.

Nous faisons tout ce qui est en notre possible pour que la flamme congolaise de la pensée ne s'éteigne pas.

Je vous dirais alors comme on aime dire au Cameroun, en reprenant un bel encouragement du Président Camerounais à son équipe nationale de football : « *Un seul mot : continuez.* »

Nous continuerons, dans la mesure de nos forces.

Que Dieu vous y aide !

Il le fera.

Fiche pédagogique pour l'animation des groupes

Comment lire et partager en groupes les *Cahiers d'éducation à la transformation sociale*

Le travail d'animation des groupes autour des Cahiers d'éducatons à la transformation sociale comportera trois grandes phases.

Les lectures fécondatrices

Pour comprendre et promouvoir les textes des *Cahiers* dans toute leur fécondité théorique et dans toute leur fertilité pratique, il convient avant tout de les proposer, chacun lors d'une séance d'animation éducative spécifique, à une lecture individuelle par chaque participant au groupe à animer. Lorsque le groupe est constitué et bien installé dans la salle où le travail de formation doit se dérouler, on devra donner à chaque participant un exemplaire du cahier. Il s'adonnera directement à une lecture cursive, à grande vitesse, sans arrêt, pour un premier contact avec le monde du texte.

Après cette prise de contact tactile et cette entrée en matière rapide, le groupe se dispersera pour que chaque participant se trouve un coin tranquille pour une deuxième lecture, plus lente, plus méditative, mais sans prendre les notes concernant ce qu'il lit. Il se séparera alors du texte pour rentrer en lui-même afin de savoir quelles idées le texte a déposées en lui.

Cela fait, il plongera dans une troisième lecture, à un rythme plus lent encore, stylo en main, en notant scrupuleusement les mots, les expressions, les idées et les articulations logiques qui conduisent l'auteur à construire ses thèses fondamentales. Cette troisième lecture devra s'achever par une réponse claire à la question : « Qu'ai-je appris de riche dans le texte ? Que puis-je en partager avec les autres ? »

Un moment de pause récréative devrait être aménagé pour que les participants partagent un café, un thé, des sucreries ou un verre d'eau.

Après cette pause, des équipes de 5 personnes chacune seront constituées afin que chaque membre de l'équipe offre aux autres membres tout ce qu'il a engrangé comme richesses de connaissances et d'interrogations pour lui-même. Chacun veillera particulièrement à mettre en relief des problèmes sur lesquels il aimerait qu'il y ait débat avec toutes les autres équipes, à partir d'une des thèses fondamentales proposée par l'auteur. Thèse qu'il aura préalablement bien formulée devant ses collègues de travail. Le groupe se choisira un rapporteur pour rendre compte, en séance plénière, de ce qui a été dit.

Une petite pause-respiration sera aménagée pour que tout le monde se relaxe et se regonfle avant la grande séance plénière. Celle-ci sera l'occasion pour chaque équipe de présenter à tout le monde son travail sur le texte lu : ce que l'on a appris, ce que l'on a compris, les questions que l'on se pose et ce que l'on pense en termes d'appréciation et d'évaluation de la thèse centrale et des grandes affirmations de l'auteur sur les questions qu'il a abordées.

Quand tous les groupes auront présenté leurs travaux, les animateurs noueront la gerbe en dégageant les grandes lignes de ce qui a été accompli. Ils demanderont à chaque participant de conclure la séance en disant une seule phrase ou une seule expression, ou une seule idée qui l'a frappé dans le texte. Ainsi s'achèvera la première grande étape de l'animation du groupe.

Les enjeux spécifiques de chaque cahier

La deuxième phase concerne chaque cahier comme entité spécifique. Pour le présent cahier, il s'agira de se concentrer sur les éléments essentiels de la constitution de l'université alternative en RDC. Notamment :

- L'analyse des pathologies de l'université actuelle, autour de la critique de son extraversion, de son aliénation, de son incompetence, de son manque d'énergie éthique et

politique, de son déficit scientifique ainsi que de l'absence, en son sein, d'une ambition mondiale et d'un sens d'organisation pour réaliser une telle ambition.

- La recherche des fondements et des contenus solides pour l'université alternative, autour des exigences de la maîtrise des problèmes du monde actuel, de l'impératif de centralité de l'étudiant et de ses capacités de recherche et de travail pour réussir sa formation, ainsi que la promotion de l'université comme champ de critique scientifique et sociale et force de production des savoirs qui résolvent les problèmes concrets pour le présent et pour le futur.
- La construction d'une culture universitaire autour des ambitions de régrédience, de résilience, de reliance et d'innovace.
- La promotion du Sens autour de la rationalité, de l'éthique et de la spiritualité pour la transformation sociale.

Les perspectives d'engagement personnel pour changer la société

La troisième phase renvoie de nouveau chaque membre du groupe à lui-même, pour répondre à la question suivante : le cahier que je viens de lire, à quoi m'engage-t-il vraiment dans mon travail et dans ma vie de tous les jours ? A quelle initiative me conduit-il personnellement et comment dois-je m'organiser pour réussir cette initiative ?

Autour de ces préoccupations, des échanges se noueront dont le cahier sera le limon pour changer ce qu'il faut absolument changer dans la société, soit par les indignations, soit par des révoltes, soit par des protestations, soit par des révolutions, soit par des innovations et des inventions, soit par des décisions de changer soi-même sa vie et sa vision du monde.

Du même auteur

- *Médiations*, poème, Archipel, Bruxelles, 1985.
- *L'ontologie musicale de mon plus bel arbre chanteur*, poème, Archipel, Bruxelles, 1986.
- *L'homme, la question éthique et l'idéologie économique*, Archipel, Bruxelles, 1986.
- *Destinée négro-africaine, essai*, Archipel, 1987.
- *Une poétique philosophique*, Noraf, Louvain-la-Neuve, 1986.
- *L'expérience poétique de la transcendance*, Publications universitaires africaines, Munich-Kinshasa-Bruelles, 1987.
- *L'Afrique va-t-elle mourir ?* Cerf, Paris, 1991 (deuxième édition chez Karthala, Paris, 1993).
- *Théologie africaine pour temps de crise*, Karthala, Paris, 1993.
- *L'Eglise africaine et la théologie de la reconstruction*, Bulletin protestant de Genève, 1994.
- *Christ d'Afrique, Les enjeux éthiques de la foi africaine en Jésus-Christ*, Karthala-CETA- Editions CLE- Editions HAHO, Paris-Nairobi-Yaoundé-Lomé, 1994 (deuxième édition en 1997).
- *Ethique écologique et reconstruction de l'Afrique* (ouvrage collectif), CLE-CIPCRE, 1996.
- *Chrétiens et Eglises d'Afrique : penser l'avenir. Le salut en Jésus-Christ et la construction de la nouvelle société africaine*, CLE, Yaoundé, 1999.
- *La nouvelle évangélisation en Afrique*, Karthala-CLE, Paris-Yaoundé, 2000.
- *Le souffle pharaonique de Jésus-Christ. Réinventer le christianisme dans ses sources, sa lumière et ses fondements africains*, Sherpa, Yaoundé, 2001.
- *Pour la nouvelle théologie des femmes africaines* (en collaboration avec Hélène Yinda), CLE, Yaoundé, 2001.
- *Le message du VIH-SIDA à l'Afrique* (en collaboration avec Marcellin S. Dossou et Jean-Blaise Kenmogne) CIPCRE, Bafoussam, 2002.

- *Théologie du bonheur partagé. Une réponse de l'Eglise africaine au défi de la mondialisation* (dir.)
- *Changer ou périr. Vision et stratégie pour vaincre la VIH-SIDA en Afrique*, (en collaboration avec Marcelin S. Dossou et Jean-Blaise Kenmogne), CLE-CIPCRE, Yaoundé, 2000, Sherpa, Yaoundé, 2004.
- *Guérir l'Afrique du Sida*, Sherpa, Yaoundé, 2004.
- *Religion, culture et VIH-SIDA*, Sherpa, Yaoundé, 2004.
- *Christianismes africains. Construire l'espérance*, Sherpa-Pentecôte d'Afrique, Cotonou-Yaoundé, 2004.
- *Réussir l'Afrique* (dir.), CIPCRE, Bafoussam, 2004.
- *La Mission de l'Eglise africaine, Pour une nouvelle éthique mondiale et une civilisation de l'espérance*, Yaoundé-Bafoussam, CIPCRE, 2005.
- *A cœur ouvert, confessions d'un croyant africain*, Yaoundé, CLE-CIPCRE, 2006.
- *L'Afrique notre projet*, Yaoundé, Editions Terroirs, 2009.
- *Il y a urgence, Pour la nouvelle indépendance de l'Afrique et de notre pays*, Kinshasa, Editions Universitaires Africaines-Pole Institute, 2010.
- *Changer la République Démocratique du Congo*, Bafoussam, CIPCRE, Bafoussam, 2012.
- *Eduquer l'imaginaire africain*, Bandjoun, Presses de l'Université Evangélique du Cameroun, 2012.
- *L'éducation scolaire en Afrique entre crise et pratiques de réforme*, Presses de l'UEC, Bandjoun, 2012.
- *Réimaginer l'éducation de la jeunesse africaine*, Pole Institute, Ais Editions, Goma-Yaoundé, 2013.
- *Pour l'éducation politique des jeunes, l'expérience de Pole Institute*, Goma, 2013.
- *Le « nouvel homme congolais »* (en collaboration avec Tshiunza Mbiye), Kinshasa, Editions du Cerdaf, 2014.
- *Pour l'économie du bonheur partagé, Construire une société heureuse*, Kinshasa, Editions du Cerdaf, 2014.
- *L'Afrique capable, Penser le destin du continent africain à la lumière de la philosophie de Paul Ricœur*, Kinshasa, Cerdaf, 2014.

- *Intégrer et unir l'Afrique par la révolution de l'école* (en collaboration avec Jean-Blaise Kenmogne), Kinshasa, Les Editions du Cerdaf, 2014.
- *L'heure de l'économie éthique* (co-direction avec Jean-Pierre Kabirigi et Solange Gasanganirwa), Goma, Pole Editions, 2014.
- *Pour sortir de la guerre dans l'Est de la RDC, Changer les imaginaires*, Presses Universitaires de Boma, 2014.

Pour l'université alternative en République Démocratique du Congo

Pour sortir l'université congolaise de sa crise actuelle, il est nécessaire de faire plus qu'un travail de réforme institutionnelle ou de redressement pédagogique : il faut en repenser les fondements philosophiques et la dynamique du Sens. C'est à cette tâche que s'attelle le professeur Kä Mana dans cet entretien avec les journalistes Xavier Detchua (Cameroun) et Freddy Mulumba Kabuayi (RD Congo).